



Secrétariat général

sekretariat.iv@bsv.admin.ch

Monsieur
Alain Berset
Conseiller fédéral
Département fédéral de l'intérieur DFI
Inselgasse 1
3003 Berne

Genève, le 14 mars 2016
FER No 76-2015

Projet de réforme de la loi fédérale sur l'assurance-invalidité (AI)

Monsieur le Conseiller fédéral,

Nous vous remercions de nous avoir consultés concernant l'objet susmentionné et nous nous permettons de vous transmettre ci-après nos considérations.

Remarques liminaires

L'assurance-invalidité fédérale se porte mieux. Après avoir atteint les 15 milliards de dettes, elle a équilibré ses dépenses et recettes et réduit sa dette de plus de 2 milliards. A l'évidence, le financement additionnel par la TVA et les mesures prises dans le cadre des 4^e et 5^e révisions de l'AI ont permis de juguler la spirale déficitaire de l'assurance.

La FER s'en réjouit mais reste prudente quant au pronostic de son évolution. Relevons à cet égard que la révision 6a (révision des rentes au profit de la réadaptation), en vigueur depuis 2012, outre qu'elle n'a pas porté les fruits espérés, n'a pas été suivie de son 2^e volet (6b), celui qui prévoyait de nouvelles mesures d'économies. Notons enfin que l'injection temporaire de 0.4 % de TVA en faveur de l'AI s'arrêtera à compter du 1^{er} janvier 2018.

Même si, sans conteste, l'AI est davantage orientée vers la réadaptation qu'elle ne l'était auparavant, son assainissement n'est de loin pas garanti, en particulier dans un environnement économique tendu et une démographie vieillissante. Dans ce contexte, la réforme proposée a pour objectif de poursuivre l'optimisation du système en faveur de la réadaptation.

Notre Fédération se félicite dès lors des intentions de la réforme proposée bien qu'elle regrette qu'elle ne soit pas plus ambitieuse eu égard à la nécessité d'assainir financièrement l'AI.

Remarques sur les axes essentiels de la réforme

Concrètement, la réforme prévoit des axes d'améliorations pour divers groupes de population.

Premièrement (enfants de 0 à 13 ans), il est proposé de mettre à jour la liste des infirmités congénitales, d'adapter leurs prestations à ce qui se fait dans l'assurance maladie et de renforcer le pilotage et la gestion des cas.

Deuxièmement, il est prévu de prendre toute une série de mesures touchant à l'égalité de traitement entre les assurés, à l'orientation et à la formation professionnelle, ainsi qu'en ce qui concerne la détection précoce et la réinsertion des jeunes jusqu'à 25 ans lorsqu'ils sont atteints dans leur santé psychique.

Enfin, pour le groupe d'âge jusqu'à 65 ans de personnes également atteintes dans leur santé psychique, il est envisagé des extensions dans le domaine de la réinsertion.

A ce stade, notre Fédération considère que ce dispositif est de nature à mieux cibler les mesures de réadaptation et, sans doute, comme il est écrit dans le rapport explicatif, permettra de réduire dynamiquement le nombre ou le niveau des nouvelles rentes et par là, de générer quelques économies. La FER est donc favorable à leur mise en œuvre.

Par ailleurs, la réforme vise à la mise en place d'un système de rente linéaire selon deux modèles : la rente entière est accordée dès 70% (comme actuellement), ou selon le deuxième modèle dès 80% de taux d'invalidité. Le minimum demeure à 40% de taux d'invalidité et permet d'obtenir un quart de rente. Le système linéaire a pour but de faire mieux correspondre le montant de la prestation au degré d'invalidité, d'encourager la participation au marché du travail et d'éviter les pertes financières pour l'assuré qui aujourd'hui change d'échelon à la baisse (p.ex. de 73% à 68% d'invalidité, passant ainsi d'une rente entière à trois quarts de rente, alors que son invalidité ne s'est réduite que de 5%).

Le système linéaire ne s'appliquera en général qu'aux nouvelles rentes. En cas de modification de l'état de santé d'un assuré au bénéfice d'une rente AI à l'entrée en vigueur de la réforme, le système ne s'appliquera que si l'assuré n'a pas atteint l'âge de 60 ans et que l'évolution du degré d'invalidité a changé d'au moins 5 points ou que le changement implique le franchissement d'un échelon en vigueur actuellement. D'autres exceptions sont prévues, en particulier s'agissant de la préservation des droits acquis. Enfin, les rentes de la prévoyance professionnelle obligatoire devront également être adaptées au système linéaire.

Notre Fédération approuve le concept du système de rente linéaire proposé. Elle est favorable à la variante qui fixe la rente entière lorsque le degré d'invalidité atteint 80% dans la mesure où celle-ci génère des économies substantielles alors que l'équilibre de l'AI, comme évoqué plus haut, n'est de loin pas atteint. Elle espère toutefois que les mesures d'accompagnement prévues pour la révision des rentes en cours au moment de l'entrée en force de la réforme, soient de nature à rassurer le souverain dans la mesure où c'est précisément le système de rente linéaire qui, pour une bonne part, avait fait capoter le projet de la révision 6b.

Enfin, la FER regrette l'absence d'explication sur ce qu'il adviendra du calcul des rentes lorsque deux rentes individuelles sont servies à un couple marié (règle de plafonnement dans le 1^{er} pilier), situation au demeurant relativement fréquente dans l'AI et dont, dans un processus de réadaptation dynamique, les variations du taux d'invalidité sont de nature à provoquer une révision fréquente des prestations. Ce point pratique ne doit pas être oublié car le mode de calcul des rentes AVS/AI n'est en rien comparable à celui de l'assurance-accidents et générera à coup sûr des complications tant pour l'acceptabilité du système par l'assuré que pour les institutions du 1^{er} et du 2^e pilier.

Finalement, la FER regrette que le projet de réforme ne contienne pas de dispositions plus ambitieuses. Excepté pour les invalidités présumées permanentes, l'AI pourrait par exemple limiter l'octroi de rentes aux assurés ayant plus de 30 ans. Seules les mesures de réadaptation seraient dès lors octroyées à ces situations. Celles-ci pourraient même être développées.

La réforme prévoit encore des améliorations en matière de collaboration avec certains acteurs tels que les employeurs et les médecins traitants, ainsi que la création d'une base légale en faveur de la mise en place de centres régionaux de placement sur autorisation de la Confédération.

La FER est favorable aux mesures qui visent à optimiser la coordination, en particulier avec les acteurs susmentionnés.

En revanche, notre Fédération s'oppose fermement à la promulgation d'une base légale spécifique (cf. projet d'art 68sexies – convention de collaboration) qu'elle juge inutile et excessive. Inutile tout d'abord dans la mesure où les employeurs, petits et grands, participent de leur propre initiative ou via leur organisation professionnelle ou faïtière, dont les actions concrètes sont clairement citées dans le rapport explicatif, à l'effort d'intégration en maintenant ou engageant des invalides aux postes de travail qu'elles créent. Leur responsabilité à cet égard s'exerce de fait sur une base intentionnelle et il est excessif d'attendre des entreprises ou de leurs représentants qu'ils s'y engagent sous une quelconque forme autre que volontaire.

L'entrepreneur doit rester concentré sur son activité économique si nous voulons qu'il crée de la valeur profitable à l'ensemble de la collectivité et en particulier au financement des assurances sociales. Il doit, en revanche, être soutenu à travers des mesures de prévention, de détection et d'intervention telles que développées dans l'AI et faisant l'objet d'une optimisation constante. Il serait dommageable pour le système et l'entreprise d'institutionnaliser, avec les coûts qu'inévitablement cela engendrerait, d'une manière ou d'une autre, leur engagement.

Conclusion

La FER soutient la réforme engagée, en particulier les mesures prévues de détection précoce et de réadaptation pour les diverses classes d'âges identifiées. Elle soutient également un système de rente linéaire jusqu'à un degré de 80% d'invalidité. Elle met en garde sur les conséquences de non prise en compte dans le modèle proposé des problématiques liées notamment au plafonnement des rentes du 1^{er} pilier.

Elle regrette en revanche le manque de dynamisme de la réforme quant à l'objectif d'assainissement des comptes de l'assurance. Une mesure comme l'octroi de rente qu'à partir de 30 ans (sauf en cas d'invalidité permanente) pourrait parfaitement se concilier avec le principe fondamental : la réadaptation prime la rente.

Enfin, la FER soutient les initiatives visant à optimiser la coordination, mais s'oppose fermement à toute forme d'institutionnalisation (convention de collaboration) du rapport de collaboration avec les entreprises. Seul leur volontariat doit être soutenu par l'optimisation des mesures de détection et d'intervention déjà en place.

Nous vous remercions de l'attention que vous porterez à ce courrier et vous prions de croire, Monsieur le Conseiller fédéral, à l'assurance de notre parfaite considération.



Blaise Matthey
Secrétaire général



Luc Abbé-Decarroux
Directeur général adjoint
FER-Genève



SCHWEIZERISCHER ARBEITGEBERVERBAND
UNION PATRONALE SUISSE
UNIONE SVIZZERA DEGLI IMPRENDITORI

Jürg Brechbühl
Direktor
Bundesamt für Sozialversicherungen BSV
Effingerstrasse 20
3003 Bern

Per E-Mail: sekretariat.iv@bsv.admin.ch

Zürich, 16. März 2016 MK/sm

Änderung des Bundesgesetzes über die Invalidenversicherung (Weiterentwicklung der IV) Stellungnahme zur Vernehmlassung

Sehr geehrter Herr Direktor Brechbühl
sehr geehrte Damen und Herren

Der Schweizerische Arbeitgeberverband (SAV) ist seit 1908 die Stimme der Arbeitgeber in Wirtschaft, Politik und Öffentlichkeit. Er vereint als Spitzenverband der Schweizer Wirtschaft rund 80 regionale und branchenspezifische Arbeitgeberorganisationen sowie Einzelunternehmen. Insgesamt vertritt er über 100'000 Klein-, Mittel- und Grossunternehmen mit knapp 2 Mio. Arbeitnehmenden aus allen Wirtschaftssektoren. Der SAV setzt sich für eine starke Wirtschaft und den Wohlstand der Schweiz ein. Zur Zukunftssicherung verfügt der Verband über anerkanntes Expertenwissen insbesondere in den Bereichen Arbeitsmarkt, Bildung und Sozialpolitik.

Für die Gelegenheit zur Stellungnahme danken wir Ihnen bestens.

Zusammenfassung der Position des Schweizerischen Arbeitgeberverbandes (SAV):

- ***Der SAV ist mit der Ausrichtung der Vorlage insgesamt nicht einverstanden. Diverse qualitative Massnahmen finden zwar unsere Unterstützung, sie reichen jedoch nicht aus. Die Vorlage ist angesichts der nach wie vor nicht absehbaren finanziellen Gesundung der IV zwingend um Korrekturen im Leistungsbereich zu ergänzen.***
- ***Wir erwarten aber nicht nur vom Bundesrat weiter gehende Vorschläge zur rascheren nachhaltigen Sanierung der IV. Auch das Parlament hat es in der Hand, nun umgehend einen nächsten Schritt zu tun. Denn der IV droht aufgrund des Stabilisierungsprogramms 2017 bis 2019 weiteres Ungemach. Das Ziel des Schuldenabbaus verschiebt sich – selbst bei optimalen Voraussetzungen – mindestens bis ins Jahr 2030. Die nationalrätliche Sozialkommission muss deshalb – wie im Grundsatz bereits beschlossen – die Beratung der sistierten Massnahmen aus der Revision 6b (Zusatzrenten für Rentner mit Kindern und Reisekosten) dringend an die Hand nehmen.***
- ***Soweit es um die beantragten qualitativen Massnahmen geht, sind wir mit der Fokussierung auf die Zielgruppen Kinder, Jugendliche und junge psychisch erkrankte Versicherte***

sowie generell psychisch erkrankte Versicherte einverstanden. So unterstützt der SAV insbesondere auch die Ausweitung der Früherfassung auf Jugendliche und die Ausweitung der Integrationsmassnahmen auch auf Jugendliche. Dasselbe gilt auch für den Ausbau der Beratung und Begleitung, die generelle Ausweitung der Früherfassung sowie die Flexibilisierung der Integrationsmassnahmen.

- *Die Vorschläge betreffend Jugendliche und junge Erwachsene gehen aber zu wenig weit. Der SAV fordert deshalb: Künftig sollen Menschen unter 30 Jahren nur noch in Ausnahmefällen eine IV-Rente zugesprochen erhalten. Stattdessen sollen sie durch geeignete interdisziplinäre Teams von der IV eng betreut werden mit der Zielsetzung, eine gesundheitliche Stabilisierung zu erreichen und arbeitsmarktfähig zu werden. Anstelle der Rente soll ein Taggeld treten, das aufgrund seiner Bemessung die richtigen Anreize setzt, um möglichst rasch eine Entwicklung zu durchlaufen, die eine berufliche Eingliederung teilweise oder ganz ermöglicht.*
- *Die Einführung eines neuen stufenlosen Rentensystems erachtet der SAV grundsätzlich als sinnvoll. Allerdings nur in der Ausgestaltung mit einer vollen Rente ab einem Invaliditätsgrad von 80 Prozent. Ansonsten lässt sich das Potenzial des Systems nicht abholen und der Systemwechsel würde keinen Sinn machen. Zudem sollen auch bisherige Renten ins neue System überführt werden innerhalb einer Übergangsfrist von drei Jahren. Von der Überführung ausgenommen werden sollen einzig Rentnerinnen und Rentner, die im Zeitpunkt des Inkrafttretens älter als fünfundsünfzig Jahre sind.*
- *Die Verankerung der Möglichkeit des Abschlusses von Zusammenarbeitsvereinbarungen mit Dachverbänden der Arbeitswelt im Gesetz lehnt der SAV dezidiert ab. Die gesetzliche Grundlage ist weder erforderlich noch im Sinne der Erläuterungen praktikabel.*
- *Demgegenüber wird die Schaffung einer Rechtsgrundlage für die Bildung regionaler Kompetenzstellen für Arbeitsvermittlung explizit unterstützt. Projekte wie die «Pforte» im Kanton Aargau erleichtern aus Sicht der Arbeitgeber die berufliche Eingliederung wesentlich, und dies unabhängig davon, ob jemand aus der IV, der Arbeitslosigkeit oder der Sozialhilfe wieder einzugliedern ist. Ein entsprechendes Konzept ist deshalb – wie im erläuternden Bericht angekündigt – unbedingt weiter zu entwickeln.*

1. Vorbemerkungen

Wir danken Ihnen für die Gelegenheit zur Stellungnahme sowie für die Strukturierung der Fragen zum Vernehmlassungsbericht. Sie erleichtert es, den Überblick zu behalten und fokussiert vorzugehen. Gerne folgen wir deshalb der vorgeschlagenen Struktur. **Die Bemerkungen unter dieser Ziffer sind dementsprechend als Antwort auf die Frage 1) zu verstehen.**

Mit der Vorlage zur Weiterentwicklung der IV lanciert der Bundesrat eine weitere IV-Reform: Nach dem unruhmlichen Scheitern der Revision 6b, ein notwendiger und längst fälliger Schritt. Der Vernehmlassungsentwurf sieht allerdings lediglich qualitative Massnahmen vor. Für die nachhaltige Sanierung der IV, die nach wie vor ein strukturelles Defizit von rund CHF 600 Mio. pro Jahr schreibt und Schulden von immer noch gegen CHF 13 Milliarden bei der AHV abzutragen hat, reicht dies aber nicht. **Es braucht daneben weitere Massnahmen mit einem namhaften Sparpotenzial.** Und dies trotz dem grossen Engagement insbesondere auch der Arbeitgeber im Kontext der beruflichen Eingliederung, das in Zusammenarbeit mit der IV und weiteren Akteuren Jahr für Jahr immer bessere Resultate zeigt und den Wandel der IV von der Renten- zur Eingliederungsversicherung stark unterstützt.

Denn der IV droht auf der finanziellen Seite weiteres Ungemach. Im Rahmen der mit gleicher Frist ablaufenden Vernehmlassung des Bundesrats zum Stabilisierungsprogramm 2017 bis 2019 will der Bun-

desrat eine Korrektur des Bundesbeitrags zulasten der IV vornehmen. Die Begründung dafür ist nachvollziehbar, nicht einverstanden ist der SAV jedoch mit der dortigen Schlussfolgerung des Bundesrats. Sollte es nach ihm gehen, würde die IV mit den aus der Massnahme resultierenden Zusatzkosten von rund CHF 750 Mio. noch länger brauchen mit der Schuldenrückzahlung an die AHV, als heute bereits geplant. Damit dürfte es selbst unter im Übrigen optimalsten Bedingungen nicht einmal mehr bis 2030 reichen. Viel länger, als auch dem Volk versprochen wurde im Rahmen der damaligen Vorlage zur Zusatzfinanzierung. Darüber hinaus ist es aber nicht nur aus rein wirtschaftlichen Gründen ungesund, wenn die IV nicht innert nützlicher Frist echt saniert wird. Denn eine Sozialversicherung braucht auf Dauer zur Stärkung ihrer Innovationsfähigkeit eine gesunde finanzielle Basis. Auch unter dieser Optik bleibt festzustellen: ***Eine nächste IV-Revision nur mit qualitativen Massnahmen ohne jegliches finanzielles Optimierungspotenzial ist völlig ungenügend.***

Wir erwarten aber nicht nur vom Bundesrat weiter gehende Vorschläge zur rascheren nachhaltigen Sanierung der IV. Auch das Parlament hat es in der Hand, nun rasch einen nächsten wichtigen Schritt zu tun. Vor gut einem Jahr entschied die nationalrätliche Sozialkommission, die im Rahmen der Vorlage 6b sistierten Massnahmen (Zusatzrenten für Rentner mit Kindern und Reisekosten) wieder aufnehmen zu wollen. Nun ist es an der Zeit – auch angesichts des drohenden weiteren finanziellen Ungemachs aus dem Stabilisierungsprogramm, das auf die IV zukommt – diese Beratungen wieder aufzunehmen und die beiden Massnahmen mit einem Sparpotenzial von immerhin CHF 100 Mio. pro Jahr rasch umzusetzen.

Mit der Fokussierung der Vorschläge auf die Zielgruppen Kinder, Jugendliche und junge psychisch erkrankte Versicherte sowie psychisch erkrankte Versicherte sind wir grundsätzlich einverstanden. Allerdings liessen sich auch in diesen Zielgruppen nach unserer Auffassung weitergehende und gleichzeitig sinnvolle Massnahmen finden. Wir erlauben uns einen entsprechenden Antrag am Schluss der Stellungnahme zu Frage 23) des Fragebogens. Im erläuternden Bericht fehlen uns zudem präzisere Ausführungen zum Ressourcenbedarf. Verschiedene Massnahmen zielen auf eine bessere Unterstützung der Arbeitgeber, an die aber auch Erwartungen für eine noch stärkere berufliche Integration von Menschen mit gesundheitlichen Beeinträchtigungen geknüpft sind. Diese Erwartungen sind jedoch nur realistisch, wenn die IV-Durchführungsstellen auch ressourcen- und knowhow-mässig in der Lage sein werden, die neuen Aufträge auch hinreichend erfüllen zu können.

Insgesamt sind wir mit der Ausrichtung der Vorlage nicht einverstanden. Nebst qualitativen Massnahmen, die wir zumindest teilweise unterstützen, ist die Vorlage zwingend um Korrekturen im Leistungsbereich zu ergänzen, damit die Sanierung der IV endlich wieder einen Schritt vorwärts kommt.

2. Bemerkungen zu den einzelnen vorgeschlagenen Neuregelungen

Die vorgeschlagenen Regelungen beurteilen wir wie folgt:

Ad Zielgruppe 1: Kinder

Ad Frage 2, Aktualisierung der Geburtsgebrechenliste

Die Massnahme wird begrüsst. Es ist seit längerem bekannt, dass die Liste bspw. auch nicht mehr dem heutigen medizinischen Kenntnisstand entspricht.

Ad Frage 3, Anpassung der IV-Leistungen bei Geburtsgebrechen an die Kriterien der Krankenversicherung

Die Massnahme wird eher begrüsst. Es macht Sinn, etwa die Kriterien der Wirksamkeit, Zweckmässigkeit und Wirtschaftlichkeit zu definieren. Gewisse Zweifel bestehen jedoch an der impliziten Aussage, wonach die stärkere Anlehnung an das KVG kostenneutral bleiben soll. Wir erwarten zumindest, dass diesem Aspekt grössere Beachtung geschenkt wird und auch geklärt wird, mit welchen Vorkehrungen tatsächlich eine weitere Kostenexplosion verhindert wird.

Ad Zielgruppe 2: Jugendliche und junge psychisch erkrankte Versicherte

Ad Frage 4, Ausweitung der Früherfassung auf Jugendliche

Ad Frage 5, Ausweitung der Integrationsmassnahmen auch auf Jugendliche

Beide Massnahmen werden begrüsst. Ganz generell zeigen die Analysen deutlich, dass die Zielsetzung der Integration von Jugendlichen und jungen psychisch erkrankten Versicherten sowohl für die IV, aber auch für die finanzielle Entwicklung der EL bedeutend ist. Darüber hinaus ist sie es aber zweifellos auch aus einer gesellschaftspolitischen Perspektive. Angesichts der nicht einfachen Herausforderung sind aber auch gezielte Instrumente erforderlich, wie sie nun geschaffen oder optimiert werden sollen. Ein integriertes Konzept für Jugendliche und junge Erwachsene ist dabei im Grundsatz sicher zielführend. Wichtig ist dabei die enge Zusammenarbeit und Abstimmung unter den beteiligten Akteuren und mit den vorhandenen Angeboten (wie bspw. Case Management Berufsbildung, Brückenangebote der Kantone etc.). Die Zielsetzung steht auch im Einklang mit den bildungspolitischen Zielsetzungen, wonach sich Bund, Kantone und die Organisationen der Arbeitswelt geeinigt haben, den Anteil der Absolventinnen und Absolventen mit einem Abschluss auf der Sekundarstufe II auf 95% zu erhöhen und damit das Potenzial aller jungen Menschen durch eine optimale Ausbildung bestmöglich auszuschöpfen.

Bei der Früherfassung gilt erfahrungsgemäss – gerade auch bei auftretenden psychischen Problemen – der Grundsatz: je früher desto besser. Heute sind Jugendliche, welche die Schule gerade abgeschlossen haben oder demnächst abschliessen werden und noch nicht in den Arbeitsmarkt integriert sind, von der Früherfassung ausgeschlossen. Das macht unter Würdigung der zitierten Faustregel keinen Sinn. Dasselbe gilt für die Möglichkeit des Einsatzes von Integrationsmassnahmen, weil diese heute nur gesprochen werden können, wenn eine versicherte Person seit mindestens sechs Monaten zu 50% arbeitsunfähig ist. Es ist deshalb richtig, den Anspruch auf Personen vor Vollendung des 25. Altersjahres zu erweitern, wenn sie aufgrund von gesundheitlichen Beeinträchtigungen von einer Invalidität bedroht sind. Beide Massnahmen erfüllen auch bereits seit langem geäusserte Forderungen des SAV.

Ad Frage 6, Mitfinanzierung kantonaler Brückenangebote zur Vorbereitung auf erstmalige berufliche Ausbildungen

Die Massnahme wird eher begrüsst. Zur besseren Erreichung der Zielsetzung ist die Lückenschliessung in den Rechtsgrundlagen angebracht. Auch die Mitfinanzierung der IV von kantonalen Brückenangeboten kann in einer spezifischen Situation adäquat sein. Als «Königsweg» soll aber weiterhin der direkte Übertritt Schule-Berufsbildung gelten. Bei der Ausgestaltung wird vor allem darauf zu achten sein, dass die Massnahme jedoch nicht «künstlich» für den Aufbau neuer, nicht oder wenig zielorientierter Angebote missbraucht wird. Eine gute Koordination mit den kantonalen Berufsbildungsämtern wird wichtig sein, damit diese auf eine bedarfsgerechte und effiziente Ausgestaltung der Angebote achten können.

Ad Frage 7, Mitfinanzierung des Case Managements Berufsbildung auf Kantonebene

Die Massnahme wird begrüsst. Das CM Berufsbildung ist zwar aufwändig, scheint sich aber im Grundsatz zu bewähren. Jugendliche, deren Eintritt in die Ausbildung oder in den Arbeitsmarkt aufgrund einer Mehrfachproblematik gefährdet ist, werden über angemessene, zielorientierte Massnahmen koordiniert begleitet. In der Tat hat die IV ein Interesse an einer raschen Erfassung gefährdeter Jugendlicher und damit an einer Zusammenarbeit mit dem CM Berufsbildung. So kann sie zum Gelingen der beruflichen Integration gezielt beitragen. Sinnvollerweise soll sich die IV jedoch finanziell wie vorgeschlagen nur beteiligen, wenn dies andere erforderliche Akteure auch tun.

Wir unterstützen explizit auch die – im Fragebogen nicht abgeholte – Massnahme gemäss Ziffer 1.2.2.4, Ausrichtung der erstmaligen beruflichen Ausbildung auf den ersten Arbeitsmarkt.

Gerne machen wir dabei aber auf einen weiteren zentralen Aspekt aufmerksam: Es bleibt zu prüfen, ob das bestehende Instrumentarium im Anschluss an einen Abschluss einer beruflichen Ausbildung (bspw. der Arbeitsversuch) konzeptionell wie auch in der Praxis ausreicht, um diesen Jugendlichen dann auch tatsächlich den Übergang in den ersten Arbeitsmarkt möglichst lückenlos, erfolgreich und nachhaltig zu ermöglichen.

Ad Frage 8, Anpassung der Höhe des Taggelds an gesunde Personen in Ausbildung

Die Massnahme wird begrüsst. Die bisherige Besserstellung von Personen mit gesundheitlichen Beeinträchtigungen in der EbA gegenüber Personen ohne entsprechende Beeinträchtigungen lässt sich nicht rechtfertigen.

Ad Frage 9, finanzielle Anreize für Arbeitgeber zur Schaffung von Ausbildungsplätzen

Die Massnahme wird eher begrüsst. Wie im erläuternden Bericht zutreffend beschrieben wird, bedeutet die Betreuung von Personen mit gesundheitlichen Beeinträchtigungen während der Ausbildung einen erheblichen Mehraufwand. Auch Arbeitgeber mit einer hohen Ausbildungsbereitschaft können aus Kostengründen von der Ausbildung von Menschen mit gesundheitlichen Beeinträchtigungen im konkreten Fall deshalb abgehalten werden. Deshalb soll künftig die Entschädigung für Lernende, die Arbeitgeber gesunden Gleichaltrigen zahlen würden, von der IV übernommen werden. Dazu wird das Taggeld direkt an den Arbeitgeber ausgerichtet. Den Arbeitgebern sollen zusätzlich auch die Sozialversicherungsbeiträge für diese Lernenden vergütet werden.

Die Massnahme hat grundsätzlich ein gewisses Potenzial, zusätzliche Arbeitgeber für dementsprechende Ausbildungen gewinnen zu können. Gleichzeitig warnen wir aber vor zu hohen Erwartungen. Denn der Aufwand zur Betreuung entsprechender Lernender kann im Einzelfall äusserst hoch sein. Der Aussage im erläuternden Bericht, S. 38, wonach mit diesen Massnahmen die Arbeitgeber somit keinen finanziellen Aufwand hätten, solche Personen auszubilden, müssen wir deutlich widersprechen. Kosten-/Nutzen-Studien zur Berufsbildung zeigen auf, wonach der Lehrlingslohn selbst unter «normalen Umständen» lediglich etwa die Hälfte der Ausbildungskosten ausmacht (gerechnet für eine zweijährige EbA-Ausbildung gemäss Berufsbildungsgesetz). Rückmeldungen aus der Praxis zeigen immer wieder auf, dass der Betreuungsaufwand von Jugendlichen insbesondere mit psychischen Problemen in der Ausbildung äusserst beträchtlich sein kann, für einen erfolgreichen Abschluss der Ausbildung aber unabdingbar ist. Diesbezüglich zeigen schon jetzt viele Arbeitgeber häufig einen enorm hohen Einsatz, selbst wenn der konkrete Nutzen für sie selbst nicht sehr spürbar sein dürfte.

Umstritten in unserer Mitgliedschaft ist zudem die Entschädigungsbemessung an den Lernendenlöhnen. Bspw. Swissmem hält sie nicht geeignet und schlägt stattdessen eine Entschädigungsbemessung anhand der Subventionierungsgrundsätze für überbetriebliche Kurse vor.

Ad Frage 10, Erhöhung der Altersgrenze für medizinische Eingliederungsmassnahmen

Die Massnahme wird eher begrüsst. Sowohl die vorgeschlagenen Erweiterungen der medizinischen Eingliederungsmassnahmen als auch die Erhöhung der Altersgrenze (bis zum vollendeten 25. Altersjahr) sind konsequent gemessen an der Zielsetzung. Allerdings scheint es uns notwendig zu sein, die vorgeschlagenen Regelungen im Lichte der Rolle der RAD resp. im Verhältnis zu diesen noch einmal zu überdenken.

Ad Zielgruppe 3: psychisch erkrankte Versicherte

Ad Frage 11, Ausbau der Beratung und Begleitung

Ad Frage 12, Ausweitung der Früherfassung

Ad Frage 13, Flexibilisierung der Integrationsmassnahmen

Wir begrüssen alle drei Massnahmen.

Der SAV forderte umgehend nach dem Scheitern der Revision 6b eine rasche Neuauflage der an sich unbestrittenen Massnahmen aus der Revision, welche eine bessere Integration von Menschen mit psychischen Beeinträchtigungen erleichtern sollen. Dazu gehörte ein Teil der nun wieder lancierten Massnahmen, teilweise erfolgte noch eine sinnvolle Erweiterung.

Der Umgang mit psychischen Erkrankungen stellt das Umfeld betroffener Personen vor hohe Anforderungen. Gleichzeitig gilt gerade im Falle von psychischen Erkrankungen der Grundsatz, je früher eine Problematik angegangen werden kann, desto besser sind die Aussichten auf Erfolg, auch mit Blick auf die Erhaltung des Arbeitsplatzes resp. der Arbeitsmarktfähigkeit. Deshalb ist die Erweiterung der Beratungsmöglichkeiten durch die IV auch für die Arbeitgeber von Bedeutung. Es kann entscheidend sein, dass bspw. ein Arbeitgeber nicht nur sensibilisiert ist, sondern sich auch von Beginn weg die nötige professionelle Unterstützung holen kann. Besonders wichtig ist deshalb auch die vorgesehene Ausweitung der Früherfassung. Die Praxis hat gezeigt, dass die IV gerade bei Menschen mit psychischen Beeinträchtigungen häufig schon zu spät unterstützen kann, wenn die Früherfassung erst nach den bis heute vorgesehen dreissig Tagen Arbeitsunfähigkeit erfolgen kann.

Das Instrument der Integrationsmassnahmen hat das Potenzial, die berufliche Reintegration künftig zu stärken. Dafür erforderlich sind jedoch zwingend die vorgeschlagenen Massnahmen. Die bisherigen Regelungen erwiesen sich vor allem in Fällen mit psychischen Beeinträchtigungen häufig als zu wenig flexibel, um tatsächlich zum Erfolg zu führen. Es ist auch sinnvoll, die Möglichkeit der Beitragsentrichtung an Arbeitgeber auf neue Arbeitgeber zu erweitern. Da eine betroffene Person häufig viel Zeit braucht, um sich wieder auf ein akzeptables Leistungsniveau zu entwickeln, kann eine finanzielle Unterstützung des neuen Arbeitgebers für seine Aufwändungen rund um die schrittweise Wiedereingliederung entscheidend sein, ihn angemessen entschädigen zu können.

Mit der Verankerung des **Personalverleihs** wiederum soll ebenfalls ein Instrument geschaffen werden, welches die Chancen auf erfolgreiche Wiedereingliederungen erhöhen können. Die Erfahrungen aus den Pilotversuchen fliessen ein, was gegenüber der Version in der Vorlage 6b noch zu Verfeinerungen in der Ausgestaltung führen, die wir unterstützen.

Ad Verbesserung der Koordination der beteiligten Akteure

Ad Frage 14, Verankerung der Möglichkeit des Abschlusses von Zusammenarbeitsvereinbarungen mit Dachverbänden der Arbeitswelt im Gesetz.

Wir lehnen die Massnahme entschieden ab.

Der Schweizerische Arbeitgeberverband engagiert sich als Dachverband der Arbeitgeber seit nunmehr acht Jahren gezielt und mit grossem Engagement gemeinsam mit der IV-Stellenkonferenz, der SUVA, den Privatversicherern, Behindertendachorganisationen und einer stetig wachsenden Zahl von kleineren und grösseren Arbeitgebern für die berufliche Eingliederung und damit für den Wandel der IV von der Rentenversicherung zur Eingliederungsversicherung. Und dies mit beachtlichem Erfolg. Gemäss IVSK konnten 2014 knapp 20'000 bei der IV registrierten Menschen entweder der Arbeitsplatz erhalten oder ein neuer Arbeitsplatz vermittelt werden. Das sind 10% mehr als im Vorjahr und 20% mehr als zwei Jahre zuvor. In derselben Phase war der SAV treibende Kraft bei der Fusion von FER, Concerto und Compasso. Per 2015 startete der gestärkte Verein Compasso in eine neue Ära. Das Arbeitgeberportal (www.compasso.ch) nimmt denn auch immer mehr eine Schlüsselrolle im Prozess der beruflichen Eingliederung ein, was der Bundesrat im erläuternden Bericht nun auch erstmals anerkennt. Dieser Funke ist längst auch auf Branchen- und Regionalverbände der Arbeitgeber übersprungen. Nicht nur verdoppelte Compasso 2015 beinahe seine Mitgliederzahl, auch eher lokal tätige Vereine wie bspw. worktrain der Arbeitgeberschaft Basel entwickelten sich weiter. Unzählige Veranstaltungen gemeinsam mit der IV sorgen in allen Landesteilen für eine wesentliche Diffundierung des nötigen know-hows und der Sensibilisierung und ermöglichen diesen Erfolg.

Für den SAV ist diese Entwicklung nicht nur für die Gesundheit der IV zwingend, sondern auch mit Blick auf den wachsenden Fachkräftemangel von Bedeutung, wie der erläuternde Bericht zutreffend feststellt. Wir werden deshalb den erfolgreichen Kurs der beruflichen Eingliederung zusammen mit den Partnern über Compasso entschieden weiterführen. So soll bspw. 2016 die Zusammenarbeit mit den Ärzten auf weitere Optimierungspotenziale hin untersucht werden und die Instrumente für die Eingliederung aus Rente sollen weiterentwickelt werden. Denn der Weg der Freiwilligkeit mit gezielten, konkreten Massnahmen bewährt sich.

Der Vorschlag des Bundesrats zur Schaffung einer gesetzlichen Grundlage für Vereinbarungen mit Dachverbänden zielt nun aber völlig an der geschilderten Realität vorbei. Der SAV unterstützt die Durchführung einer nationalen Konferenz, um weitere Optimierungspotenziale zu benennen und die Zusammenarbeit weiter zu entwickeln. Nachdem sich bis heute ausschliesslich die Arbeitgeberseite für die berufliche Eingliederung einsetzt, das Thema demgegenüber aber bei den Dachverbänden der Arbeitnehmer bis heute nicht wirklich angekommen ist, haben wir ein gewisses Verständnis für das Drängen des Bundesrats. Wir sind denn auch überzeugt, dass es an der Zeit ist, nun auch das commitment der Dachorganisationen der Arbeitnehmerverbände einzuholen. Weder sie noch wir sind aber so organisiert, dass entsprechende quantitative oder qualitative Ziele einfach vorgegeben und verpflichtend an die Mitglieder weitergegeben werden könnten. Der Vorschlag des Bundesrats ist schlicht nicht durchführbar. Bei entsprechender Sensibilisierung und dem Einsatz sinnvoller Instrumente können demgegenüber Branchen- und Regionalverbände der Arbeitgeber zusammen mit ihren Partnerorganisationen der Arbeitnehmer gezielt gemeinsam weitere Erfolge ermöglichen. Bspw. könnten auf diesem Weg auch entsprechende Versuchsklauseln in GAVs aufgenommen und operationalisiert werden.

Für die Durchführung einer nationalen Konferenz ist im Übrigen keine zusätzliche gesetzliche Grundlage erforderlich. Die Frage der beruflichen Eingliederung gehört sowohl auf staatlicher als auch arbeitsmarktlicher Ebene eindeutig auf die Stufe der praktischen Durchführung.

Der vorgeschlagene Art. 68^{sexies} ist deshalb zu streichen. Von Bedeutung ist einzig der letzte Satz von Absatz 2: «Die IV kann sich an der Durchführung der Massnahmen finanziell beteiligen.» In der Tat schliesst dieser Satz eine zwischenzeitlich erkannte Gesetzeslücke. Art. 68^{quater} IVG ermöglicht die Durchführung von Pilotversuchen auf dem Feld der beruflichen Eingliederung. Gestützt darauf ist bspw. auch Compasso entstanden. Nach Abschluss der Pilotphase fehlte der IV dann allerdings die gesetzliche Grundlage, um die Weiterführung im ordentlichen Betrieb zu unterstützen. Dies hätte ohne das intensive Engagement des SAV beinahe zur Einstellung aller erfolgreichen Projekte geführt. Eine gesetzliche Grundlage für diesen Fall ist deshalb zu begrüssen. So könnte bspw. künftig der Betrieb einer fachkompetenten Anlaufstelle mittels Leistungsauftrag durch die IV mitunterstützt werden. Ohne eine entsprechende gesetzliche Grundlage dürfte es bspw. schwierig werden, im Rahmen der nationalen Konferenz erkannte Weiterentwicklungsmöglichkeiten konkret umzusetzen. Der privat finanzierte Verein Compasso mit einem Budget von weniger als CHF 400'000 und sehr viel Engagement in Milizarbeit weist den Weg, wie mit relativ bescheidenen Mitteln die berufliche Eingliederung vorangetrieben werden kann. Auf der Basis einer entsprechenden gesetzlichen Grundlage könnte die IV deshalb mit wenig Mitteln gezielt weitere Anreize setzen und konkrete Projekte unterstützen.

Antrag: Artikel 68^{sexies} muss deshalb lauten: Die IV kann sich finanziell an der Durchführung von Massnahmen zur Förderung der Eingliederung oder Wiedereingliederung von Menschen mit einer Behinderung beteiligen.

Ad Frage 15, Regelung des Unfallschutzes während Eingliederungsmassnahmen

Die Massnahme wird begrüsst. Es braucht eine entsprechende Regelung. Allerdings erachten wir die vorgeschlagenen Modelle aus Arbeitgebersicht als zu kompliziert. Wir regen an, eine analoge Lösung zu erarbeiten, wie sie in der Arbeitslosenversicherung für den UVG-Versicherungsschutz bereits existiert.

Ad Frage 16, Stärkung der Zusammenarbeit mit den Ärztinnen und Ärzten

Die Massnahme wird eher begrüsst. Erfahrungsgemäss spielen die Ärzte in der Thematik der Erhaltung der Arbeitsmarktfähigkeit und der beruflichen Wiedereingliederung eine zentrale Rolle. Praxisbeispiele zeigen aber immer wieder auch die Hindernisse für eine bessere Zusammenarbeit. Dies gilt jedoch nicht nur für die Beziehung zwischen IV und behandelnden Ärzten, sondern davon betroffen sind auch die Arbeitgeber. Das vorhandene und bezeichnete Optimierungspotenzial ist deshalb umzusetzen. Sowohl die Erleichterung der Datenbekanntgabe als auch die Förderungen der ärztlichen Ausbildung in Versicherungsmedizin sind aus unserer Sicht geeignete Massnahmen.

Wir sind als Dachverband der Arbeitgeber auch an den Ausführungen zur «Fit note» interessiert und signalisieren das Interesse an einem Einbezug in allfällige Arbeiten zur Frage der ressourcenorientierten Arbeitszeugnisse. Gerne weisen wir auch darauf hin, dass sich der Verein Compasso – er steht unter dem Patronat des SAV – 2016 ebenfalls der Frage der Zusammenarbeit mit den Ärzten annimmt. Bevor das BSV in diesem Bereich ggf. weitere Aktivitäten aufnimmt, wäre ein Austausch dazu mit Compasso angezeigt.

Ad Frage 17, Verlängerung des Schutzes der Versicherten im Fall von Arbeitslosigkeit nach Rentenrevision

Die Massnahme wird eher begrüsst. Sie ist geeignet, Personen, deren Rente infolge einer Rentenrevision herabgesetzt oder aufgehoben wird, die berufliche Wiedereingliederung zu erleichtern. Dies insbesondere aufgrund der Tatsache, dass dadurch künftig doppelt so lange arbeitsmarktliche Massnahmen durchgeführt werden können. Es ist hinlänglich bekannt, dass gerade die Reintegration aus der Rente zwar gelingen kann, allerdings in der Regel sehr viel Zeit in Anspruch nimmt. Ob es angesichts des gemäss Bericht kleinen finanziellen Volumens allerdings nötig ist, dass die IV die Kosten

übernimmt resp. dass dafür ein kompliziertes Abrechnungsverfahren zwischen Arbeitslosenversicherung und IV vorgesehen wird, fragen wir uns. Diese Frage müsste noch einmal geprüft werden.

Ad Fragen 18 - 21, Einführung des stufenlosen Rentensystems

Die Massnahme «Einführung eines stufenlosen Rentensystems» wird eher begrüsst. Dies allerdings ausschliesslich in der Variante: ganze Rente ab einem Invaliditätsgrad von 80% (d.h. nein als Antwort auf Frage 19, ja als Antwort auf Frage 20). Nicht einverstanden (Antwort auf Frage 21: nein) sind wir mit der Anwendung des neuen Rentensystems nur auf Neurenten. Das neue System soll auch auf bestehende Renten anwendbar sein. Ausgenommen werden könnten Rentnerinnen und Rentner, welche im Zeitpunkt des Inkrafttretens älter als 55 Jahre sind. Für die notwendige Revision der bestehenden Renten soll eine Übergangsfrist von drei Jahren vorgesehen werden.

In der Botschaft zur Revision 6b kam der Bundesrat zum Schluss, dass die Einführung des stufenlosen Rentensystems insbesondere dann Sinn macht, wenn eine volle Rente ab einem prozentualen Invaliditätsgrad von 80% ausgerichtet wird. Denn eine Studie im Auftrag des BSV – Gysin/Bier, Modellierung des verfügbaren Einkommens von IV-Rentnerinnen und -Rentnern: finanzielle Erwerbsanreize im Vergleich zweier Rentensysteme – kam zum eindeutigen Schluss, dass das neue stufenlose Rentensystem zu einer **erheblichen Verbesserung der Erwerbsanreize** führe. Einzig bei Invaliditätsgraden über 80% dürfte die Auswertung der Resterwerbsfähigkeit mit Blick auf den ausgeglichenen Arbeitsmarkt schwierig sein. Seither haben sich verschiedene Rahmenbedingungen im Sinne der Anreizsetzung weiter verbessert oder werden demnächst noch verbessert. Namentlich unternahm die Wirtschaft unter Führung des Schweizerischen Arbeitgeberverbands in Zusammenarbeit mit der IV, der SUVA, den Privatversicherern und den Behindertenorganisationen massive zusätzliche Anstrengungen, um gerade auch das Potenzial von Teilberenteten besser nützen zu können. So bietet nun der im erläuternden Bericht zitierte Verein Compasso unter dem Patronat des Schweizerischen Arbeitgeberverbands seit Neustem stark erweiterte Instrumente zur Unterstützung der Arbeitgeber mit besonderem Fokus auf KMU. Zwischenzeitlich wurden auch auf Verordnungsebene weitere gezielte Optimierungen zur Stärkung der Eingliederung vorgenommen (bspw. zur Optimierung des Arbeitsversuchs). Einen wesentlichen Schritt wird diesbezüglich auch die geplante ELG-Teilrevision bringen, indem das hypothetische Einkommen bei einem Erwerbsverzicht künftig voll angerechnet werden soll. Damit wird ein weiterer wesentlicher Fehlanreiz beseitigt.

Mit Blick auf den ausgeglichenen Arbeitsmarkt gilt es festzustellen, dass auch aus dieser Optik die Anreize ausreichend hoch angesetzt werden müssen. Denn auch bezüglich der Arbeitsmarktintegration von Menschen mit Behinderungen nimmt die Schweiz bereits eine Vorreiterrolle ein. Wie das Bundesamt für Statistik kürzlich festhielt (Medienmitteilung «Menschen mit Behinderungen vertrauen weniger in das Polit- und Rechtssystem sowie in die Polizei» vom 2.12.2015) – ist die Arbeitsmarktintegration von Menschen mit Behinderung mit 72% hoch – nur unwesentlich tiefer als diejenige von Menschen ohne Behinderung – und die Erwerbslosigkeit bei dieser Kategorie mit lediglich 3% praktisch gleich tief wie diejenige bei Personen ohne Behinderung (4%). Erwerbslos sind dabei Menschen, die in der Referenzwoche nicht erwerbstätig waren, aktiv eine Arbeit suchen und für die Aufnahme einer Tätigkeit verfügbar wären. Dazu zählen somit auch IV-Teilrentner mit Erwerbspotenzial. Auch aus dieser Sicht drängt sich der Schluss auf, dass das stufenlose Rentensystem seine Wirkung nur entfalten wird, wenn die Schwelle zum Verzicht auf die Bestrebung, die Resterwerbsfähigkeit tatsächlich ausnützen zu wollen, genügend hoch angesetzt wird. Bereits ab 70% eine Vollrente zuzusprechen, würde somit ein falsches Signal setzen und einen neuen Fehlanreiz schaffen. Es sind keinerlei Gründe ersichtlich, weshalb die damaligen Ausführungen der Botschaft zur Revision 6b nicht mehr gelten sollten, im Gegenteil! Auch die politische Beurteilung führt zu keinem andern Ergebnis. So scheiterte die IV-Revision 6b im Parlament nämlich nicht an der Frage des neuen stufenlosen Rentensystems.

Trotz der hohen Erwerbsquote von Menschen mit gesundheitlichen Beeinträchtigungen dürfte es für die Gruppe langjähriger Rentner, die das Alter 55 im Zeitpunkt des Inkrafttretens der Reform überschritten haben, am ehesten schwierig sein, ein kleineres Resterwerbspotenzial umzusetzen. Ihnen gebührt deshalb ein sinnvoller Schutz, der in Form einer Rentengarantie ab diesem Alter zugesprochen werden kann. Mit der Anwendung des neuen Systems im Übrigen auch auf bestehende Rentner kann das Potenzial des neuen stufenlosen Rentensystems darüber hinaus erheblich besser umgesetzt werden. Diese Lösung verhindert zudem auch die Führung zweier Rentensysteme auf Jahrzehnte hinaus, wodurch sich auch erhebliche administrative Kosten verhindern lassen. Eine zusätzliche Abfederung ermöglicht die Gewährung einer dreijährigen Übergangsfrist für die Revision der bestehenden Renten. Indem die IV-Stellen zuerst jüngere IV-Rentner revidieren, bleibt bereits etwas älteren Rentnern somit auch deutlich mehr Zeit (mehrere Jahre!), um ihre Resterwerbsfähigkeit besser auszunutzen.

Ad Frage 22, Schaffung der Rechtsgrundlage für die Bildung regionaler Kompetenzstellen für Arbeitsvermittlung

Die Massnahme wird begrüsst. Mit den erwähnten Pilotprojekten – namentlich dem Projekt Pforte – wurden in den letzten Jahren hochinteressante Erfahrungen gesammelt und ausgewertet. Im Sinne eines «einheitlichen Schalters» haben sich die Behörden der IV, der Arbeitslosenkasse und der Sozialhilfe regional zu einem Partner zusammengeschlossen. Dies ist einerseits für die Betreuung von erwerbslosen Menschen mit einer Mehrfachproblematik sinnvoll, andererseits aber auch aus Sicht der Arbeitgeber. Denn von ihnen wird ja bekanntlich erwartet, dass sie für die berufliche Reintegration zuständig sein sollen, und zwar für Menschen aus verschiedenen Kanälen (Arbeitslosigkeit, IV, Sozialhilfe). Die Erfahrungen haben nun deutlich gemacht, dass ein solcher «Einheitsschalter» es den Arbeitgebern deutlich einfacher macht und sie stark motiviert für Eingliederungsmassnahmen, wenn die Administration wesentlich vereinfacht wird und vor allem wenn nur ein Ansprechpartner zur Verfügung steht. ***Der Schweizerische Arbeitgeberverband unterstützt deshalb nicht nur die vorgeschlagene Massnahme, sondern fordert auch die energische Weiterentwicklung des im erläuternden Bericht angekündigten Konzepts.***

Ad Frage 23, weitere Bemerkungen und Vorschläge

Wie am Schluss der Ziffer 1 angekündigt, schlagen wir hier die Prüfung einer wichtigen, weiter gehenden Massnahme vor. Angesichts der Entwicklung der Verrichtung von jungen Menschen mit psychischen Beeinträchtigungen in den vergangenen Jahren und Jahrzehnten halten wir dafür: ***künftig sollen Menschen unter 30 Jahren nur noch in Ausnahmefällen eine IV-Rente zugesprochen erhalten. Stattdessen sollen sie durch geeignete interdisziplinäre Teams von der IV sehr eng betreut werden mit der Zielsetzung, eine gesundheitliche Stabilisierung zu erreichen und arbeitsmarktfähig zu werden. Anstelle der Rente soll ein Taggeld treten, das aufgrund seiner Bemessung die richtigen Anreize setzt, um möglichst rasch eine Entwicklung zu durchlaufen, die eine berufliche Eingliederung teilweise oder ganz ermöglicht.*** Ausgenommen werden sollen einzig Personen mit schwerwiegenden Geburtsgebrechen, die aufgrund ihrer schweren gesundheitlichen Beeinträchtigung nachweislich keine Chance haben, je auf dem ersten Arbeitsmarkt bestehen zu können. Die gesetzliche Grundlage wäre so auszugestalten, dass der Bundesrat in einem eng gesteckten Rahmen die Ausnahmen auf Verordnungsstufe festzulegen hätte.

Wir sind davon überzeugt, dass die durch den Bundesrat vorgeschlagenen Massnahmen auch in der Zielgruppe Jugendliche und junge psychisch erkrankte Versicherte zwar ein gewisses Potenzial haben, dieses allerdings nicht ausreicht. Dem sachlich nur teilweise erklärbaren Boom an jungen Rentnerinnen und Rentnern mit psychischen Beeinträchtigungen dürfte man damit nur zu wenig den Boden der Fehlanreize entziehen. Zwar erfordert eine entsprechende Lösung auch einen hohen Ressourcen- und Betreuungseinsatz im Einzelfall. Diesen Investitionen stehen jedoch pro Fall horrend



SCHWEIZERISCHER ARBEITGEBERVERBAND
UNION PATRONALE SUISSE
UNIONE SVIZZERA DEGLI IMPRENDITORI

Summen an Renten- und EL-Zahlungen gegenüber, die unter dem Strich auf ein hohes Sparpotenzial schliessen lassen.

Wir danken Ihnen für die Möglichkeit zur Stellungnahme und für die Berücksichtigung unsere Ausführungen.

Mit freundlichen Grüssen

SCHWEIZERISCHER ARBEITGEBERVERBAND

Prof. Dr. Roland A. Müller
Direktor

Martin Kaiser
Mitglied der Geschäftsleitung

Bundesamt für Sozialversicherungen
Gesetzgebung und Recht
Invalidenversicherung
Effingerstrasse 20
3003 Bern

Brugg, 8. März 2016

Zuständig: Peter Kopp
Dokument: vn_weiterentwicklung_der_iv.docx

sekretariat.iv@bsv.admin.ch

Stellungnahme zu den Änderungen des Bundesgesetzes über die Invalidenversicherung (Weiterentwicklung der IV)

Sehr geehrte Damen und Herren

Für die Möglichkeit, uns zu den Änderungen des Bundesgesetzes über die Invalidenversicherung (Weiterentwicklung der IV) vernehmen zu lassen, danken wir Ihnen bestens.

Mit den im Rahmen der Weiterentwicklung anvisierten Zielen können wir uns grundsätzlich einverstanden erklären. Wir halten jedoch fest, dass es sich im Wesentlichen um sehr technische Anpassungen handelt, zu denen wir zwar in den groben Linien, nicht aber in der Detailausgestaltung Stellung nehmen können. Wir verzichten deshalb auf eine systematische Beantwortung der aufgelisteten Fragen.

Die gezielte Ausrichtung der Vorlage auf Kinder, Jugendliche und junge psychisch erkrankte Personen sowie erwachsene psychisch erkrankte Personen wird begrüsst. Wir erkennen erhebliches Optimierungspotential bei diesen Zielgruppen. Die Einsparungen bzw. finanziellen Auswirkungen fallen in der Summe zwar bescheiden aus. Es ist jedoch naheliegend, dass die IV mit den vorgeschlagenen Massnahmen im Sinne einer Optimierung des Kosten-Nutzen-Verhältnisses effizienter wird, was schlussendlich den betroffenen Personen zugute kommt. Die vorgeschlagenen Massnahmen werden somit im Rahmen unserer summarischen Betrachtung begrüsst. Wie bereits festgestellt, fallen jedoch die Nettoeinsparungen, die mit der Weiterentwicklung der IV erzielt werden, äusserst gering aus. Eine nachhaltige Sanierung der IV, wie sie eigentlich erforderlich wäre, wird mit der Vorlage nicht erreicht. Wir verzichten darauf, im Rahmen dieser Vernehmlassungsantwort konkrete weitere Massnahmen vorzuschlagen, weisen aber darauf hin, dass diesbezüglich erheblicher Handlungsbedarf besteht.

Für die Berücksichtigung unserer summarischen Vernehmlassungsantwort bei Ihren Beschlüssen danken wir Ihnen bestens.

Freundliche Grüsse

Schweizer Bauernverband



Markus Ritter
Präsident



Jacques Bourgeois
Direktor



Eidg. Departement des Innern EDI
Inselgasse 1
3003 Bern

Per Mail: sekretariat.iv@bsv.admin.ch

Bern, 17. März 2016

Änderung des Bundesgesetzes über die Invalidenversicherung (Weiterentwicklung der IV)

Sehr geehrter Herr Bundesrat

Besten Dank für die Möglichkeit, am Vernehmlassungsverfahren zur IV-Reform teilnehmen zu können. Gerne nehmen wir dazu wie folgt Stellung:

Grundsätzliche Einschätzung

Die Invalidenversicherung wurde in den letzten Jahren stark umgestaltet. Die stärkere Förderung der beruflichen Eingliederung zeigt jedoch bisher unbefriedigende Ergebnisse. Während im Bereich Früherkennung und -intervention schnellere Verfahren und Beratungsmöglichkeiten geschaffen wurden, bleibt die Anstellung von Personen, deren gesundheitlicher Zustand zu Leistungsbeeinträchtigungen führen kann, noch sehr mangelhaft. Die Versprechungen der Arbeitgeberchaft, im Rahmen der letzten IV-Revisionen für Arbeitsplätze zu sorgen, wurden nicht eingehalten. Menschen mit Behinderungen haben immer noch grosse Mühe an den Arbeitsplatz zurückzukehren oder überhaupt dort Fuss zu fassen.

Die Sanierungslast der IV stemmen in erster Linie die IV-RentenbezügerInnen. Sie mussten Kürzungen ihrer Leistungen hinnehmen. Aber auch die IV-Versicherten, die gesundheitliche Probleme haben, tragen die Konsequenzen der Einschnitte der IV-Revisionen: Gesetzesanpassungen und eine strengere Praxis führten dazu, dass Rentenzusprachen auch bei erheblichen Gesundheitsbeeinträchtigungen seltener geworden sind. So ist auch der Rückgang der Neurenten die wirksamste Einsparung bei der IV. Die Folgen dieses Leistungsabbaus sind gravierend. Der Schweizerische Gewerkschaftsbund hat in einer kürzlich publizierten Studie die Auswirkungen der IV-Revisionen 4 bis 6 auf den Arbeitsmarkt analysiert. Wegen den IV-Revisionen sind rund 41'000 Personen neu auf Arbeit angewiesen. Die Anzahl der Erwerbspersonen hat sich also aufgrund der Revisionen deutlich erhöht. Da dieser Anstieg der Erwerbspersonen aber nicht auf einen gestiegenen Arbeitskräftebedarf der Unternehmen zurückzuführen ist, ist es sehr wahrscheinlich, dass die geringeren Sozialversicherungsleistungen wesentlich zur Erhöhung der Erwerbslosigkeit beigetragen haben. Angesichts dieser Ergebnisse und der aktuell angespannten Lage auf dem Arbeitsmarkt erachten wir weitere Massnahmen, die zu einem Leistungsabbau füh-

ren werden, als unangebracht. Insbesondere sprechen wir uns gegen die Einführung eines stufenlosen Rentensystems aus.

Bemerkungen zu den einzelnen Vorschlägen

Unsere Bemerkungen zu den einzelnen Vorschlägen möchten wir Ihnen anhand Ihrer Aufteilung und dem Fragekatalog darlegen:

Zielgruppe: Kinder

Sind Sie einverstanden mit der Aktualisierung der Geburtsgebrechenliste anhand der fünf Kriterien (a. fachärztlich diagnostiziert; b. invalidisierend; c. einen bestimmten Schweregrad aufweisend; d. eine langdauernde oder komplexe Behandlung erfordernd und e. mit medizinischen Massnahmen nach Artikel 14 behandelbar)?

Wir befürchten, dass mit der Neudefinition der Geburtsgebrechen Erkrankungen, deren Behandlung bisher von der IV übernommen wurde, künftig in die Krankenversicherung transferiert werden. Daher lehnen wir die Neudefinition ab. Insbesondere das Kriterium „invalidisierend“, könnte zu einem wichtigen Ausschlussgrund werden. So dürften etwa Zahnfehlstellungen, die heute als Geburtsgebrechen anerkannt sind, das Kriterium „invalidisierend“ nur im Ausnahmefall erfüllen.

Sind Sie einverstanden mit der Anpassung der IV-Leistungen bei Geburtsgebrechen an die Kriterien der Krankenversicherung (Festschreibung der Kriterien „Wirksamkeit, Zweckmässigkeit und Wirtschaftlichkeit“ im IVG; Regelung des Bundesrates, welche Kosten übernommen werden)?

Die Aufnahme solcher Kriterien im IVG unterstützen wir. Eine generelle Anpassung der IV-Leistungen im Bereich der medizinischen Massnahmen an die Kriterien und das Leistungsniveau der Krankenversicherung lehnen wir jedoch ab. Zudem muss sichergestellt werden, dass auch logopädische Leistungen als Bestandteil einer medizinischen Leistung der IV anerkannt werden. Der aktuelle Ausschluss ist systemfremd. Unklar bleibt zudem für den SGB, welche finanziellen Auswirkungen diese Revisionsvorschläge haben werden. Wir erwarten, dass die Massnahmen bei den Geburtsgebrechen effektiv nicht zu einer Kostenverlagerung hin zu den Versicherten führen werden.

Zielgruppe 2: Jugendliche und junge psychisch erkrankte Versicherte

Sind Sie mit der Ausweitung der Früherfassung auf Jugendliche einverstanden?

Ja, die Ausweitung der Früherfassung wird von uns unterstützt.

Sind Sie mit der Ausweitung der Integrationsmassnahmen auf Jugendliche einverstanden?

Auch diese Ausweitung unterstützen wir.

Sind Sie mit der Mitfinanzierung kantonaler Brückenangebote zur Vorbereitung auf erstmalige berufliche Ausbildungen einverstanden?

Sind Sie mit der Mitfinanzierung des Case Managements Berufsbildung auf Kantonsebene einverstanden?

Wir unterstützen die Mitfinanzierung der Brückenangebote seitens der IV. Eine allfällige Kostenbeteiligung seitens der Eltern lehnen wir jedoch ab.

Sind Sie mit der Anpassung der Höhe des Taggelds an gesunde Personen in Ausbildung einverstanden?

Die Vorschläge über den Taggeld-Anspruch von jungen Erwachsenen überzeugen uns nicht vollständig. Taggelder stellen grundsätzlich Erwerbsersatz dar. Wenn es hingegen darum geht, eine erstmalige Ausbildung zu ermöglichen, wäre es kohärenter, wenn die IV-Leistung etwa als Ausbildungsbeihilfe (Stipendium) qualifiziert würde. Wir möchten daher anregen, hier eine Neugestaltung zu überprüfen.

Sind Sie mit den vorgeschlagenen finanziellen Anreizen für Arbeitgebende zur Schaffung von Ausbildungsplätzen einverstanden?

Wir anerkennen den Bedarf, zusätzliche Lehrstellen im ersten Arbeitsmarkt für Personen mit gesundheitlichen Einschränkungen zu schaffen. Die vorgeschlagenen finanziellen Anreize für die Firmen erachten wir jedoch als sehr weitgehend. So würde die IV nicht nur den Lehrlingslohn, sondern auch die Sozialversicherungsbeiträge übernehmen. Anstatt das Taggeld direkt an den Arbeitgeber auszubezahlen, müssten die finanziellen Anreize für die Firmen vielmehr in der Kostenübernahme des zusätzlichen Aufwands (z.B. betriebsinterner Stützunterricht) liegen.

Sind Sie mit der vorgeschlagenen Erhöhung der Altersgrenze für medizinische Eingliederungsmassnahmen einverstanden (bis zum Abschluss beruflicher Massnahmen, maximal bis zum vollendeten 25. Altersjahr)?

Wir sind mit der Erhöhung der Altersgrenze einverstanden.

Zielgruppe 3: psychisch erkrankte Versicherte (25 – 65)

Sind Sie mit der Ausweitung der Früherfassung auf Versicherte, die erst von Arbeitsunfähigkeit bedroht sind, einverstanden?

Wir lehnen eine solche Ausweitung klar ab. Eine präventive Meldung bei der IV-Stelle von Versicherten, die nicht arbeitsunfähig sind, aber gesundheitliche Probleme aufweisen, ist ein schwerwiegender Eingriff in die Persönlichkeitsrechte der Betroffenen. Das Kriterium der Zustimmung der betroffenen Person vermag diesen Eingriff nicht zu rechtfertigen. Denn im Arbeitsverhältnis führt die unterschiedliche Interessenlage und Machtstellung von Arbeitgeber und Arbeitnehmer dazu, dass Arbeitnehmende meist nicht aus freien Stücken entscheiden können. Im Übrigen ist die aktuelle Früherfassung nach 30 Tagen Arbeitsunfähigkeit bereits genügend schnell. Dass nach einer solchen kurzen Frist der Arbeitsplatz bereits gefährdet oder verloren ist, hängt nicht mit den Fristen der Früherfassung, sondern mit einem lückenhaften Kündigungsschutz im schweizerischen Arbeitsrecht zusammen. Wir fordern deshalb schon seit langem eine Ausdehnung des zeitlichen Kündigungsschutzes bei Krankheit und eine obligatorische Krankentaggeldversicherung.

Verbesserung der Koordination der beteiligten Akteure

Sind Sie einverstanden, die Möglichkeit für Zusammenarbeitsvereinbarungen mit Dachverbänden der Arbeitswelt im Gesetz zu verankern?

Wir begrüßen die vorgeschlagene Förderung von tripartiten Zusammenarbeitsvereinbarungen zwischen den Dachverbänden der Arbeitswelt und dem Bund. Wir sehen darin eine Möglichkeit, die Thematik der Integration von Menschen mit Behinderung in die Arbeitswelt und den Umgang mit Arbeitnehmenden mit gesundheitlichen Problemen stärker in der Sozialpartnerschaft zu verankern. Aus Sicht der Gewerkschaften zeichnen sich verschiedene Handlungsfelder ab: In Branchen-GAV oder in Firmen-GAV können konkrete Vorgaben und Ziele für die Beschäftigung von gesundheitsbeeinträchtigten Personen vereinbart werden. Zudem können gemeinsame Aus- und Weiterbildungen im Bereich Gesundheitsprävention oder im Umgang mit psychischen Erkrankungen ins Auge gefasst werden. Die in Art. 68^{sexies} E-IVG erwähnte finanzielle Unterstützung der IV für solche Massnahmen würde die rasche Umsetzung zudem begünstigen.

Falls diese Zusammenarbeitsvereinbarungen als Massnahme zur Erreichung der Eingliederungsziele aber gelten sollen, dann sind jedoch qualitative Vorgaben an die Vereinbarung nötig. Wir erachten, dass der Bundesratsbeschluss vom 11. Mai 2011 über die Auswirkungen der IV-Revision 6b nicht einzig mit der Einführung dieser gesetzlichen Grundlage für die Förderung der Zusammenarbeitsvereinbarung umgesetzt werden kann.

Sind Sie mit der vorgeschlagenen Regelung des Unfallschutzes während Eingliederungsmassnahmen einverstanden? Bevorzugen Sie für die Prämienberechnung das Modell „Einheitsprämie“ oder das Modell „Betriebsprämie“?

Sind Sie einverstanden, dass Versicherte in Eingliederungsmassnahmen, die eine Rente (und kein Taggeld) erhalten, dieser Regelung nicht unterstellt werden?

Wir begrüßen die Ausdehnung des Unfallversicherungsschutzes und sprechen uns für eine möglichst weitgehende Ausdehnung aus. So sollen auch Versicherte in Eingliederungsmassnahmen, die eine Rente beziehen, über einen von der IV finanzierten Unfallversicherungsschutz profitieren. Aus praktischen Gründen erscheint uns das Abstellen auf die Betriebsprämie am einfachsten.

Sind Sie einverstanden, die Zusammenarbeit mit den behandelnden Ärztinnen und Ärzten zu stärken (Bekanntgabe geeigneter Daten, Förderung der ärztlichen Aus-, Fort- und Weiterbildung in Versicherungsmedizin)?

Wir erachten eine gute Zusammenarbeit mit den behandelnden Ärztinnen und Ärzten im Prozess der beruflichen Integration als sehr wichtig. Diese sollte aber auf Vertrauen und Dialog beruhen und nicht auf einer obligatorischen Auskunftserteilung bei nicht in der Anmeldung aufgeführten Medizinalpersonen. Als hilfreich erachten wir hingegen die Förderung der ärztlichen Aus-, Fort- und Weiterbildung in Versicherungsmedizin.

Sind Sie mit der Verlängerung des Schutzes der Versicherten im Fall von Arbeitslosigkeit nach Rentenrevision einverstanden?

Der SGB unterstützt die Verlängerung des Taggeldanspruchs auf 180 Tage für Stellensuchende nach einer IV-Rentenrevision.

Sind Sie mit der Einführung eines stufenlosen Rentensystems grundsätzlich einverstanden?

Nein, wir sind mit dieser Einführung nicht einverstanden. Die Nachteile eines solchen Systems, namentlich die Rentenreduktion bei einem hohen Invaliditätsgrad, überwiegen gegenüber den

Vorteilen. Zudem befürchten wir einen erheblichen Aufwand auf die Invalidenleistungen der beruflichen Vorsorge. Hier müssten nicht nur das Gesetz über die berufliche Vorsorge, sondern auch die Vorsorgereglemente angepasst werden. Zudem müsste auch die Prämienberechnung neu gestaltet werden.

Sind Sie mit einem stufenlosen Rentensystem mit einer ganzen Rente ab einem Invaliditätsgrad von 70% einverstanden?

Falls der Vorschlag eines stufenlosen Rentensystems weitergeführt werden soll, dann müsste das Modell aus Sicht des SGB zwingend eine ganze Rente ab einem Invaliditätsgrad von 70% vorsehen.

Sind Sie mit einem stufenlosen Rentensystem mit einer ganzen Rente ab einem Invaliditätsgrad von 80% einverstanden?

Nein, der SGB lehnt die 80%-Variante dezidiert ab. Damit müssten schwerbehinderte Menschen Rentenreduktionen hinnehmen ohne Aussicht auf eine Erwerbsbeteiligung. Der Anstieg der Ergänzungsleistungen wäre vorprogrammiert. Eine solche Kostenverlagerung lehnen wir ab.

Sind Sie einverstanden, dass das stufenlose Rentensystem grundsätzlich nur auf Neurenten angewandt wird?

Ein neues Rentenmodell müsste unserer Ansicht nach zwingend nur auf Neurenten angewendet werden. Laufende Renten dürfen nicht angetastet werden.

Sind Sie mit der Schaffung der Rechtsgrundlage für die Bildung regionaler Kompetenzstellen für Arbeitsvermittlung einverstanden?

Dieser Vorschlag findet unsere Unterstützung.

Wir danken für die Berücksichtigung unserer Anliegen.

Freundliche Grüsse

SCHWEIZERISCHER GEWERKSCHAFTSBUND



Paul Rechsteiner
Präsident



Doris Bianchi
Geschäftsführende Sekretärin

Bundesamt für Sozialversicherungen
Bereich Leistungen AHV/IV/EL
3000 Bern

Per Mail an: sekretariat.iv@bsv.admin.ch

Bern, 16. März 2016 sgv-Gf/sz

Vernehmlassungsantwort
Änderung des Bundesgesetzes über die Invalidenversicherung (Weiterentwicklung der IV)

Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 7. Dezember 2015 hat uns das Eidgenössische Departement des Innern (EDI) eingeladen, zu seinen Vorschlägen zur Änderung des Bundesgesetzes über die Invalidenversicherung (Weiterentwicklung der IV) Stellung zu nehmen. Für die uns eingeräumte Gelegenheit zur Meinungsäusserung und für die Berücksichtigung unserer Anliegen danken wir Ihnen bestens.

Der Schweizerische Gewerbeverband sgv, die Nummer 1 der Schweizer KMU-Wirtschaft, vertritt 250 Verbände und gegen 300'000 Unternehmen. Im Interesse der Schweizer KMU setzt sich der grösste Dachverband der Schweizer Wirtschaft für optimale wirtschaftliche und politische Rahmenbedingungen sowie für ein unternehmensfreundliches Umfeld ein.

Grundsätzliche Bemerkungen

Aus Sicht des sgv ist die Invalidenversicherung noch lange nicht saniert. 2014 konnte zwar ein positives Umlageergebnis von 685 Millionen Franken erzielt werden. Bringt man allerdings die Mehreinnahmen aus der IV-Zusatzfinanzierung in Abzug (allein 1,12 Milliarden Franken aus der MWST-Zusatzfinanzierung), resultiert immer noch ein strukturelles Defizit von einigen hundert Millionen Franken. Dank einer sehr erfreulichen Anlagen-Performance war es im Jahr 2014 noch möglich, dieses strukturelle Defizit mittels Kapitalerträgen spürbar zu verringern. Wie unsicher die Einnahmen aus den Kapitalanlagen sind, hat aber bereits das Jahr 2015 gezeigt, als der Ausgleichsfonds AHV/IV/EO eine negative Performance von -0,77 Prozent erzielte und somit Anlageverluste zu gewärtigen waren. Aufgrund des schwierigen Umfelds mit Negativzinsen und sehr volatilen Aktienmärkten ist zu befürchten, dass sich in den kommenden Jahren an den Finanzmärkten generell kaum mehr Geld verdienen lässt, so dass vom Kapital als dritter Beitragszahler wohl kaum mehr ein substantieller Beitrag zur Gesundung der IV-Finzen erwartet werden darf. Festzuhalten gilt es auch, dass die Erhöhung des höchstversicherten Verdienstes in der Unfallversicherung (sofortige Wirkung) und die Erhöhung des Frauenrentenalters im Rahmen der Reform Altersvorsorge 2020 (mittelfristige Wirkung) der Invalidenversicherung Zusatzausgaben bescheren werden. Ob die positive Entwicklung bei den Neurenten von Dauer sein wird, bleibt abzuwarten. Das Beispiel der Suva

zeigt, dass die Abnahme der Neurenten irgendeinmal ein Ende hat und man dann froh sein muss, wenn es gelingt, das tiefe Niveau zu halten. Sorgen bereiten uns auch jüngste Gerichtsentscheidungen, die zur Folge haben könnten, dass zumindest in Teilsegmenten wieder mehr Renten gesprochen werden müssen.

Den Optimismus des Bundesrats, der davon ausgeht, dass das strukturelle Defizit der Invalidenversicherung per anfangs 2018 gänzlich beseitigt und die Schulden spätestens 2030 abbezahlt sein werden, können wir nicht teilen. Sicher hoffen auch wir, dass der positive Trend bei der Gesundung der IV-Financen noch möglichst lange anhält. Wir werden aber den Verdacht nicht los, dass die optimistischen Erwartungen des Bundesrats primär dazu dienen sollen, unliebsame Sparanstrengungen zu umgehen. Für den sgv gilt weiterhin, dass die Invalidenversicherung erst dann nachhaltig saniert ist, wenn auch ohne Zusatzfinanzierung über mehrere Jahre hinweg positive Rechnungsabschlüsse ausgewiesen werden konnten. Solange dies nicht der Fall ist, erachten wir weitere Sparanstrengungen als unabdingbar.

Die Vernehmlassungsvorlage sieht vor, dass die Einsparungen, die primär bei den Taggeldern erzielt werden sollen, mehr oder weniger vollständig für die Weiterentwicklung der Invalidenversicherung eingesetzt werden (zumindest in der Variante 70 Prozent ist dies der Fall). Da wir nicht daran glauben, dass die Invalidenversicherung per anfangs 2018 tatsächlich saniert sein wird (der per Ende März erwartete Jahresabschluss 2015 wird sicher nähere Aufschlüsse hierzu geben), können wir uns dieser Zielsetzung nicht anschliessen. Der sgv ist dezidiert der Ansicht, dass die vorliegende Revision einen substantiellen Beitrag an die Sanierung der Invalidenversicherung leisten muss. Wir beantragen daher, dass die im Rahmen der IV-Revision 6b sistierten Einsparungen (insbesondere die Senkung der Kinderrenten und die Anpassungen im System der Reisekosten) nun definitiv beschlossen werden müssen und dass bei der Einführung eines stufenlosen Rentensystems die Variante gewählt wird, die erst ab einem Invaliditätsgrad von 80 Prozent ganze Renten vorsieht.

Die in einem erfreulichen Ausmass sinkenden Neurenten zeigen, dass sich die bisherigen Anstrengungen der Invalidenversicherung im Bereich der Integration ausbezahlen. Wir sind daher grundsätzlich damit einverstanden, dass die Integrationsbemühungen auf weitere Zielgruppen wie Jugendliche und psychisch erkrankte Versicherte ausgeweitet werden, wobei es einige der vorgeschlagenen Massnahmen nochmals gründlich hinsichtlich ihres Kosten-Nutzen-Verhältnisses zu überprüfen gilt. Im Gegenzug zu diesen Investitionen gilt es aber auch sicherzustellen, dass die betroffenen Versicherten ein ausreichend grosses Engagement zeigen und sich über eine längere Zeitspanne hinweg aktiv an den Integrationsbemühungen beteiligen. Eine zu früh gesprochene Rente ist sicher nicht dazu dienlich, dieses Engagement zu fördern. Der sgv fordert daher mit Nachdruck, dass das IV-Rentensystem so angepasst wird, dass keine Renten mehr an Personen unter 30 Jahren gesprochen werden. Ein deutlich höheres Mindestalter für den Bezug einer Rente zwingt alle Beteiligten, sich noch intensiver um eine Wiedereingliederung zu bemühen. Die Erfahrung lehrt uns leider, dass es gerade bei den Jugendlichen viele Versicherte gibt, die diesen zusätzlichen Druck benötigen, damit sie nicht zu bequem werden und sich nicht zu früh mit dem Dasein als IV-Rentner zufrieden geben.

Bemerkungen zu einzelnen Gesetzesbestimmungen

Art. 3a^{bis} IVG Grundsatz

Grundsätzlich unterstützen wir alle Massnahmen, die mit einem verhältnismässigen Aufwand dazu beitragen, Invalidität zu verhindern. Da auch wir davon ausgehen, dass die Ausweitung der Früherkennung auf weitere Personenkreise tatsächlich einen positiven Effekt haben können, lehnen wir die vorgeschlagenen Anpassungen nicht *tel quel* ab. Wir befürchten aber, dass die geplante Ausweitung die IV-Stellen überfordern könnte. Der Beratungs- und Betreuungsaufwand wird markant zunehmen. Zudem wird sich das Profil der zu betreuenden Personen merklich ändern. Bisher hatten es die

Mitarbeitenden der IV-Stellen mehrheitlich mit Personen zu tun, die bereits im Erwerbsprozess integriert waren und die die Arbeitswelt kennen. Mit der angestrebten Anpassung müssten sich die Berater plötzlich auf einen neuen Personenkreis einstellen, der völlig andere Voraussetzungen mitbringt und wohl auch andere Erwartungen hat. Ob es gelingen kann, auf den IV-Stellen innert nützlicher Frist qualifiziertes Personal in ausreichender Zahl zu rekrutieren, wagen wir zu bezweifeln. Unklar ist für uns auch, ob das Kosten-Nutzen-Verhältnis der vorgeschlagenen Massnahmen tatsächlich positiv ausfällt. Der sgv würde es daher begrüssen, wenn anstelle einer flächendeckenden Ausweitung der Früherfassung erst einmal Pilotprojekte in ausgewählten IV-Stellen (eine in der Deutschschweiz und eine in der Romandie) durchgeführt würden. Sollten die Erfahrungen aus den Pilotprojekten positiv ausfallen, dürfte einer generellen Ausweitung der Früherfassung nichts mehr im Wege stehen.

Art. 11 IVG Versicherungsschutz in der Unfallversicherung

Grundsätzlich erachten wir es als positiv, dass auf Gesetzesstufe explizit festgehalten werden soll, dass die Invalidenversicherung die Versicherten gegen Unfall zu versichern hat. Damit wird klar festgehalten, dass es nicht Sache der involvierten Arbeitgeber ist, sich um die Unfallversicherung zu kümmern. Positiv ist auch, dass mit einer solch klaren Regelung kein Arbeitgeber mehr befürchten muss, dass seine Versicherungsprämie durch einen Unfall, der durch eine Person aus einem Integrationsprogramm verursacht wird, in die Höhe schnellt. Das schafft Vertrauen und baut Widerstände ab.

In Abs. 2 gemäss Modell B wird beantragt, dass der Bundesrat die Kompetenz erhält, die Prämie festzulegen, sofern zwischen dem Bundesamt und den Unfallversicherern keine Vereinbarung getroffen werden konnte. Wir beantragen, dass explizit festgehalten wird, dass die vom Bundesrat festgelegte Prämie kostendeckend sein muss. Ist sie dies nicht, sind die Versicherer gezwungen, die fehlenden Prämiegelder bei den übrigen Betrieben einzutreiben. Eine derartige Quersubventionierung gilt es zu verhindern.

Art. 12 IVG Medizinische Eingliederungsmassnahmen

Grundsätzlich können wir den vorgeschlagenen Massnahmen zustimmen. Nach unserem Dafürhalten ist es allerdings nicht Sache der Invalidenversicherung, medizinische Massnahmen zu finanzieren, die der Eingliederung in die obligatorische Schule dienen. Hier gilt es den Anwendungsbereich einzugrenzen.

Art. 18a^{bis} IVG Personalverleih

Wir begrüssen es ausdrücklich, dass für den Personalverleih weiterhin auf bereits zugelassene Personalverleiher zugegriffen werden soll und nicht beabsichtigt wird, innerhalb der IV-Stellen eigene Ressourcen aufzubauen. Professionelle Arbeitsvermittler haben in der Regel einen guten Draht zu den Betrieben, kennen deren Möglichkeiten und Bedürfnisse und scheinen daher prädestiniert dafür zu sein, in diesem Bereich tätig zu werden.

Art. 22 IVG Anspruch auf Taggelder

Bis anhin besteht nur ein Anspruch auf Taggelder, wenn die versicherte Person vorgängig erwerbstätig war und ein Erwerbseinkommen erzielt hat. Davon soll nun bei jungen Versicherten abgewichen werden. Seitens des sgv sprechen wir uns nicht grundsätzlich dagegen aus, dass auch integrationswilligen Jugendlichen, die noch nie ein Erwerbseinkommen erzielt haben, angemessene Taggelder ausgerichtet werden, da sich diese motivationsfördernd auswirken dürften. Die Taggelder, die an junge Versicherte ausgerichtet werden, die noch nie erwerbstätig waren, dürfen aber nicht höher sein

als die tiefsten in der Schweiz ausgerichteten Lehrlingslöhne. Es darf nicht sein, dass eine Erstintegration über die Invalidenversicherung finanziell attraktiver ist als das Absolvieren einer Berufslehre. Wir beantragen daher, dass die gemäss Art. 22 Abs. 2 zur Disposition stehenden Taggelder maximal auf dem Niveau der tiefsten in der Schweiz ausgerichteten Lehrlingslöhne angesetzt werden. Die angestrebte "Gleichbehandlung beim Taggeld" darf nicht zu einer finanziellen Schlechterstellung all jener führen, die den Weg einer ordentlichen Berufslehre einschlagen.

Art. 24 IVG Höhe des Taggeldes

Wir erachten es als störend, dass der Höchstbetrag des Taggeldes der Invalidenversicherung an den Höchstbetrag des versicherten Tagesverdienstes nach dem Bundesgesetz über die Unfallversicherung angepasst wird. Korrekturen im Bereich des UVG haben nach unserem Dafürhalten zu grosszügige Leistungsverbesserungen in der nach wie vor massiv verschuldeten Invalidenversicherung zur Folge. So ist der Höchstbetrag des Taggeldes der Invalidenversicherung per anfangs 2016 um rund einen Sechstel angestiegen, was wir aus Sicht der Invalidenversicherung als nicht tragbar erachten. Wir beantragen deshalb, dass der Höchstbetrag des Taggeldes der Invalidenversicherung in Zukunft durch den Bundesrat festzulegen ist und dass dieser periodisch maximal im Rahmen der durchschnittlichen Lohnentwicklung anzupassen ist.

Art. 24^{ter} IVG Höhe des Taggeldes während der erstmaligen beruflichen Ausbildung

Wie wir bereits bei Art. 22 E-IVG ausgeführt haben, sind wir dezidiert der Ansicht, dass die Taggelder, die an junge Versicherte ausgerichtet werden, die noch nie erwerbstätig waren, nicht höher sein dürfen als die tiefsten in der Schweiz ausgerichteten Lehrlingslöhne. Insbesondere das in Abs. 2 vorgeschlagene Taggeld erachten wir als zu grosszügig, da das mittlere Einkommen von Personen in vergleichbarer Ausbildungssituation mit Sicherheit über dem gewisser Lehrlingslöhne liegt. Wir beantragen daher eine Korrektur nach unten. Es darf nicht sein, dass eine Erstintegration über die Invalidenversicherung finanziell attraktiver ist als das Absolvieren einer Berufslehre.

Art. 25 Abs. 2^{bis} IVG Beiträge an Sozialversicherungen

Gemäss geltendem Recht ist es Sache der Arbeitnehmer, die Prämien für die Unfallversicherung für Nichtberufsunfälle zu tragen. Es ist nicht einsichtig, weshalb hier von dieser Regelung abgewichen werden soll, indem man die Invalidenversicherung dazu verpflichten will, mindestens einen Drittel der Prämie zu tragen. Aus unserer Sicht ist das eine schlechte Vorbereitung auf das richtige Berufsleben, weil damit eine falsche Anspruchsmentalität geweckt wird. Zudem sind die Finanzen der IV immer noch dergestalt, dass sie es sich nicht leisten kann, unnötige Kosten zu übernehmen. Unschön ist auch, dass mit dem vorgeschlagenen Kostenteiler all jene Personen benachteiligt würden, die den Weg ins Erwerbsleben auch ohne IV-Unterstützung finden und die ihre NBU-Prämien selber tragen müssen. Wir beantragen deshalb, dass die Prämien für die Unfallversicherung für Nichtberufsunfälle in vollem Umfang von den Versicherten zu tragen sind.

Art. 28b IVG Festlegung der Höhe des Rentenanspruchs

Der sgv begrüsst den beantragten Übergang zu einem stufenlosen Rentensystem. Mit dem neuen System wird es möglich sein, die störenden Schwelleneffekte, die es im heutigen System gibt, zu beseitigen. Der Anreiz, die Restarbeitsfähigkeit vollkommen auszuschöpfen, wird klar verstärkt, was es unbedingt anzustreben gilt.

Der sgv spricht sich klar für die Variante aus, die erst ab einem Invaliditätsgrad von 80 Prozent eine ganze Rente vorsieht. Diese Variante brächte zusätzliche Einsparungen von rund 100 Millionen Franken, die wir als dringend notwendig erachten, da wir den Optimismus des Bundesrats hinsicht-

lich der Sanierung der IV-Finzen und der Entschuldigung der Invalidenversicherung nicht teilen können. Wichtig ist aus unserer Sicht auch, dass mit der Variante 80 Prozent die berufliche Vorsorge leicht entlastet werden kann, währenddem sie mit der Variante 70 Prozent Mehrausgaben hinzunehmen hätte.

Um die politische Akzeptanz der Variante 80 Prozent zu erhöhen und um möglichst wenig aktuelle Versicherte schlechter zu stellen, können wir uns damit einverstanden erklären, dass grosszügige Übergangsbestimmungen beantragt werden.

Art. 66a IVG Datenbekanntgabe

Die beantragte Lockerung des Datenschutzes begrüsst der sgV ausdrücklich. Die Chancen auf eine erfolgreiche Eingliederung sind nach unserem Dafürhalten klar höher, wenn es den IV-Stellen und der behandelnden Ärzteschaft erlaubt wird, sich gegenseitig auszutauschen.

Art. 68^{quinquies} IVG Haftung für Schäden in Einsatzbetrieben

Die Ausweitung der Haftpflichtregelung auf alle Integrationsmassnahmen begrüssen wir ausdrücklich. Aus Sicht der Betriebe, die sich für Integrationsmassnahmen zur Verfügung stellen, ist es wichtig, dass sie damit möglichst wenig neue Risiken eingehen. Nach unserem Dafürhalten schafft die IV Vertrauen, wenn sie die Haftung für Schäden, die im Rahmen von Integrationsmassnahmen entstehen können, selber trägt.

Art. 68^{sexies} IVG Zusammenarbeitsvereinbarung

Den Vernehmlassungsunterlagen entnehmen wir erstmals, dass der Bundesrat eine Zusammenarbeitsvereinbarung mit den Dachverbänden der Wirtschaft anstrebt. Selbstverständlich wehren wir uns nicht dagegen, bei Bedarf näher abzuklären, was eine solche Zusammenarbeitsvereinbarung bringen kann. Gestützt auf unseren bisherigen Erfahrungen sind unsere diesbezüglichen Erwartungen aber eher bescheiden. Bedenklich ist aus unserer Sicht, dass der Bundesrat als Grundlage für eine solche Zusammenarbeit, die eventuell gar nie zustande kommen wird, einen eigenen Gesetzesartikel schaffen will. Wir beantragen, dass nach Lösungen gesucht wird, die unbürokratischer sind und die es ohne separate Gesetzesgrundlage ermöglichen, eine sinnvolle Zusammenarbeit in die Wege zu leiten.

Art. 68^{septies} IVG Taggeld der Arbeitslosenversicherung

Der Verdoppelung der Anspruchsdauer auf Taggelder der Arbeitslosenversicherung könnten wir bestenfalls dann zustimmen, wenn wir zur Überzeugung kämen, dass sich damit die Chancen auf einen erfolgreichen Wiedereinstieg tatsächlich steigern liessen. Davon gehen wir allerdings nicht aus, weshalb wir diesen Leistungsausbau ablehnen. Im erläuternden Bericht wird zwar die Aussage gemacht, dass sich die Vermittlungschancen verbessern. Eine schlüssige Begründung für diese Behauptung fehlt aber gänzlich. Der relativ rasche Wegfall der ALV-Taggelder stellt erwiesenermassen einen zusätzlichen Anreiz dar, um sich noch engagierter um eine neue Stelle zu bemühen. Wir haben daher das Gefühl, dass der beantragte Leistungsausbau nicht nur viel kostet, sondern eine rasche Wiedereingliederung gar behindern würde.

Art. 68^{octies} IVG Betriebsräume

Wir haben nichts dagegen einzuwenden, dass der Invalidenversicherung das Recht eingeräumt wird, Betriebsräume zu erwerben, zu erstellen und allenfalls wieder zu veräussern. Wir sprechen uns aber

dagegen aus, dass Compenswiss für die Abwicklung dieser Tätigkeiten zuständig sein soll. Compenswiss tätigt keine Direktinvestitionen in Immobilien und verfügt daher nicht über das erforderliche Know-how, das notwendig ist, um in diesem speziellen Bereich eine zielgerichtete Unterstützung bieten zu können. Aus unserer Sicht wären hier die kantonalen Verwaltungen deutlich besser geeignet, da sie über mehr Fachkenntnisse verfügen und zudem die lokalen Gegebenheiten kennen. Noch besser wäre selbstverständlich der Beizug externer Profis. Wir beantragen deshalb, dass die Aufgaben des Erwerbs, der Erstellung und der Veräusserung von Betriebsräumen direkt der Invalidenversicherung oder den IV-Stellen zugewiesen werden, die für die Abwicklung dieser Tätigkeiten auf Dritte zurückgreifen können.

Art. 24a BVG Abstufung der Invalidenrente nach Invaliditätsgrad

Wie wir bereits bei Art. 28b E-IVG ausgeführt haben, sprechen wir uns für den Wechsel zu einem stufenlosen Rentensystem und für die Variante mit einer ganzen Rente ab einem Invaliditätsgrad von 80 Prozent aus. Nur die Variante 80 Prozent stellt sicher, dass die berufliche Vorsorge vor Mehrausgaben verschont wird.

Art. 27 Abs. 5 AVIG Höchstzahl der Taggelder

Wie wir bereits bei Art. 68^{septies} E-IVG ausgeführt haben, lehnen wir die beantragte Verdoppelung des Taggeldanspruchs ab.

Art. 94a AVIG Übernahme der Kosten der Taggelderleistungen durch die Invalidenversicherung

Da wir die Verdoppelung des Taggeldanspruchs gemäss Art. 27 Abs. 5 E-AVIG ablehnen, kann auch auf Art. 94a verzichtet werden.

Für die Berücksichtigung unserer Stellungnahme danken wir Ihnen bestens.

Freundliche Grüsse

Schweizerischer Gewerbeverband sgv



Hans-Ulrich Bigler
Direktor, Nationalrat



Kurt Gfeller
Vizedirektor

Hopfenweg 21
PF/CP 5775
CH-3001 Bern
T 031 370 21 11
info@travailsuisse.ch
www.travailsuisse.ch

Per Mail an
Eidg. Departement des Innern EDI
3003 Bern
sekretariat.iv@bsv.admin.ch

Bern, 18. März 2016

Änderung des Bundesgesetzes über die Invalidenversicherung (Weiterentwicklung der IV) – Stellungnahme von Travail.Suisse

Sehr geehrter Herr Bundesrat
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken Ihnen für die Gelegenheit, zum oben erwähnten Gesetzesentwurf Stellung nehmen zu können. Die Invalidenversicherung ist aus Sicht von Travail.Suisse ein tragender Teil der ersten Säule und deshalb von grosser Wichtigkeit für die Arbeitnehmenden.

1. Generelle Bemerkungen

Nach dem Scheitern des zweiten Massnahmenpakets der 6.IV-Revision braucht es vor allem Ruhe in der IV und die Ressourcen müssen für die noch immer in der Umsetzungsphase befindlichen Massnahmen der Revision 5 und 6a eingesetzt werden. Es sind deshalb vorsichtige, durchdachte Schritte angebracht. Wir begrüssen es, dass der Bundesrat weitgehend auf radikale Sparmassnahmen und auch auf symbolische Massnahmen verzichtet und eine sachlich ausgerichtete, aber unspektakuläre Revision vorlegt, welche differenziert vorgeht. In der politisch aufgeladenen Stimmung rund um die IV ist dies wichtig.

In den letzten drei Jahren konnte die IV ihre Schulden bei der AHV um über 2 Mrd. Franken reduzieren. Die IV wird voraussichtlich auch nach dem Auslaufen der Zusatzfinanzierung schwarze Zahlen schreiben können. Dies da sich der Rückgang der Neurenten längerfristig noch stärker positiv

auf die Ausgaben auswirkt. Die vollständige Schuldentilgung bis 2030 ist auf gutem Weg. Weitere Leistungseinschränkungen sind deshalb auch aus finanzieller Sicht nicht angebracht. Gefragt ist eine Rückkehr zu einer sachlicheren, nüchternen Diskussion. Wir können deshalb die Stossrichtung der Reform allgemein unterstützen. Travail.Suisse teilt die Ziele der Reform, insbesondere auch die Ausrichtung auf die Gruppen der jungen Erwachsenen und auf Personen mit psychischen Beeinträchtigungen. Die Verbesserung der Koordination der beteiligten Akteure ist eine Daueraufgabe. Sie wird nebst durchdachten gesetzlichen Regelungen vor allem auch von der gelebten Praxis abhängen. (Antwort zu Frage 1 des Fragebogens).

Es gibt aber zwei grössere Einwände von Seiten von Travail.Suisse.

Erstens: Im Zuge der letzten Jahre hat die IV diverse Leistungseinschränkungen vorgenommen. Travail.Suisse beobachtet diesbezüglich mit Besorgnis, dass ein immer grösserer Teil der IV-Bezüger/innen von Ergänzungsleistungen abhängig ist (aktuell rund 43 Prozent). Dies weist darauf hin, dass die IV ihre tragende Rolle für viele Betroffene in den letzten Jahren nur noch beschränkt spielen konnte. Diesbezüglich fehlen uns bei der vorliegenden Reform Massnahmen, welche explizit darauf abzielen, die Leistungsverschiebung Richtung EL zu unterbinden. Insbesondere wird es ohne verstärkte Verpflichtung der Arbeitgeberseite auch trotz verstärkter Bemühungen auf allen Ebenen schwierig sein, die Erwerbsintegration aller betroffenen teilleistungsfähigen Menschen voranzutreiben. Hier fehlt der von Travail.Suisse schon länger geforderte Paradigmenwechsel, nebst den Betroffenen auch die Arbeitgeberseite stärker zu Mitarbeit zu verpflichten.

Zweitens: Die Einführung eines neuen Rentensystems, welche so bereits einmal im zweiten Massnahmenpaket der 6. IV-Revision gescheitert ist, wird erneut polarisieren. Auf Grund der Vorgeschichte stehen wir deshalb einer Einführung eines neuen Rentensystems zum gegenwärtigen Zeitpunkt generell sehr skeptisch gegenüber. Ein stufenloses Rentensystem, welches neu erst ab einem IV-Grad von 80 Prozent Anrecht auf eine ganze Rente gibt, lehnen wir dezidiert ab. Dies würde unweigerlich zu einer weiteren Kostenverschiebung Richtung Ergänzungsleistungen und Sozialhilfe führen.

Im Folgenden nehmen wir zu den aus unserer Sicht wichtigsten Punkten der Reform inhaltlich Stellung.

2. Bemerkungen zu einzelnen Reformpunkten

2.1 Zielgruppe Jugendliche und junge psychisch erkrankte Versicherte

Aufbauend auf der Erkenntnis, dass die IV-Neurenten bei den 18- bis 24-jährigen entgegen der allgemeinen Entwicklung nicht gesunken sind, ist es folgerichtig, jungen Erwachsene vermehrt koordinierte Begleitung anzubieten. Wir begrüßen es daher, dass die Übergänge von der Volksschule in die erste berufliche Ausbildung und von der Ausbildung in den Arbeitsmarkt im Zentrum stehen und die Voraussetzungen geschaffen werden sollen um massgeschneiderte Massnahmen anzubieten. Wir sind deshalb grundsätzlich mit den im Fragebogen angesprochenen Massnahmen 4 bis 10 einverstanden. Hierzu jedoch noch verschiedene Bemerkungen: Es wird von verschiedener Seite festgestellt, dass bezüglich der Umsetzung der beruflichen Massnahmen zwischen den Kantonen, aber auch in den verschiedenen IV-Stellen massive qualitative Unterschiede bestehen. Wenn nun die IV als nationale Versicherung sich stärker an den kantonalen Berufsbildungsmassnahmen (Brückenangebote, Case Management Berufsbildung) beteiligt, sollte sie ihre finanzielle Mitbeteiligung von der Erfüllung von einheitlichen qualitativen Anforderungen und der Entwicklung von geeigneten Massnahmen für gesundheitsbeeinträchtigte Jugendliche und junge Erwachsene abhängig machen. Ansonsten könnten die Tendenz bestehen, dass gewisse Kantone einfach ihre bestehenden Angebote zusätzlich von der IV finanzieren lassen. Dies zumal die finanzielle Unterstützung der Kantone durch das SBFi ausgelaufen ist.

Gleichzeitig mit den neu ermöglichten Massnahmen für die Zielgruppe Jugendliche und junge psychisch erkrankte Versicherte muss auch eine Wirkungskontrolle stattfinden und evaluiert werden, welchen Weg die Betroffenen einschlagen. Dabei muss der Fokus auf die tatsächliche Integration in den ersten Arbeitsmarkt gelegt werden und nicht nur auf die Verhinderung einer (Teil-)Rente der IV.

Bezüglich der Integrationsmassnahmen begrüsst Travail.Suisse explizit, dass diese auf Jugendliche ausgeweitet werden können, die noch keine Erwerbstätigkeit aufgenommen haben. Die geltende zeitliche Beschränkung von Integrationsmassnahmen sollte jedoch gänzlich aufgehoben werden, um besser auf die individuellen Bedürfnisse reagieren zu können.

Travail.Suisse begrüsst, dass die erstmalige berufliche Ausbildung nach Möglichkeit im ersten Arbeitsmarkt erfolgen soll und dass Arbeitgebern diesbezüglich vermehrt Anreize geboten werden. Im Gesetzesentwurf wird vorgeschlagen, den Arbeitgeber mit der Rückerstattung des Lehrlingslohnes via das IV-Taggeld finanziell zu entlasten. Diese Massnahme ist grundsätzlich zu begrüßen. Dies weil sie sicherstellt, dass die Betroffenen einen „echten“ Lohn für ihre Arbeitsleistung erhalten. Die Lösung ist allerdings noch verbesserungsfähig: Es müsste sichergestellt werden, dass die Entschädigung des Lehrbetriebs dann am grössten ist, wenn auch sein Aufwand am grössten ist. Dies ist meist zu Beginn der Ausbildung der Fall. Gleichzeitig wird es weiterhin eine Vielzahl von Situationen geben, in welchen Ausbildungsangebote in Eingliederungsstätten unentbehrlich sind. Auch diese Angebote können in den ersten Arbeitsmarkt führen und sind keinesfalls zu schwächen.

2.2 Zielgruppe psychisch erkrankte Versicherte

Die heutigen Leistungen der IV sind zu wenig auf schwankende Krankheitsverläufe ausgerichtet. Es ist deshalb zu begrüßen, dass die zur Verfügung stehenden Massnahmen angepasst werden. Neu soll Beratung und Begleitung als eigenständige Massnahme im Gesetz verankert werden. Travail.Suisse befürwortet den Rechtsanspruch auf Beratung und Begleitung. Erfreulich ist insbesondere, dass Beratung und Begleitung auch nach dem Abschluss von Eingliederungsmassnahmen weitergeführt werden können soll. Erst mit einer engen Begleitung der

betroffenen Person, aber auch des Arbeitgebers auch nach Ausbildungsabschluss kann oft eine dauerhafte Eingliederung erreicht werden. Beratung und Begleitung sollte als unentbehrliche Komponente in allen Phasen vor, während und nach dem Eingliederungsprozess verstanden werden. Mit der gesetzlichen Regelung, den Rechtsanspruch erst ab Beginn der Eingliederungsphase zu verankern, wird dieses Prinzip nicht konsequent angewandt. Travail.Suisse spricht sich deshalb für einen Rechtsanspruch auf Beratung und Begleitung auch vor dem Entscheid der IV-Stelle für eine berufliche Massnahme aus (Frage 11).

Die vorgeschlagene Flexibilisierung der Integrationsmassnahmen begrüsst Travail.Suisse, plädiert jedoch – wie schon unter 2.1 erwähnt – dafür, gänzlich auf eine zeitliche Beschränkung zu verzichten (Frage 13). In der Praxis werden Integrationsmassnahmen ohnehin abgebrochen, wenn keine Aussicht auf Erfolg besteht.

Aus Sicht eines Arbeitnehmenden-Verbands interessiert die Einführung des Personalverleihs: Travail.Suisse steht einem Personalverleih als Eingliederungsinstrument offen gegenüber. Es kann in Einzelfällen Möglichkeiten für eine spätere Anstellung eröffnen, welche mit den bestehenden Eingliederungsinstrumenten nicht gegeben sind. Der Personalverleih sollte aber nur unter klar umrissenen Bedingungen stattfinden:

- Der Personalverleih ist zeitlich limitiert.
- Die Wirkung der Massnahme wird kontrolliert.
- Es dürfen nur spezialisierte Institutionen einen solchen Personalverleih anbieten, welche Erfahrungen mit den Problemen von gesundheitlich beeinträchtigten Arbeitnehmenden haben.
- Es müssen orts- und branchenübliche Löhne bezahlt werden.

2.3 Verbesserung der Koordination der beteiligten Akteure

Der Bundesrat soll neu eine Zusammenarbeitsvereinbarung mit Dachorganisationen der Arbeitswelt abschliessen können, um die Eingliederungsbemühungen zu verstärken. Die Zusammenarbeitsvereinbarung soll partnerschaftlich erarbeitete Koordinationsregeln und die Definition von qualitativen Zielen enthalten. Bevor eine solche Zusammenarbeitsvereinbarung abgeschlossen wird, soll eine nationale Konferenz zur Arbeitsmarktintegration von Menschen mit einer Behinderung durchgeführt werden. Travail.Suisse als namentlich erwähnter Vereinbarungspartner begrüsst diese Massnahmen und ist bereit, in einen derartigen Prozess einzusteigen. Dementsprechend ist Travail.Suisse einverstanden mit der gesetzlichen Verankerung einer solchen Möglichkeit.

Die Mitarbeitenden in einem Betrieb spielen eine wesentliche Rolle bei der Frage, ob eine Eingliederung gelingt. Eine koordinierte Sensibilisierungs-, Begleitungs- und Vermittlungsarbeit von Arbeitnehmenden- und Arbeitgeberseite ist deshalb anzustreben. Bedingung für das Gelingen eines solchen Prozesses ist jedoch, dass man sich auf gemeinsame Ziele einigen kann. Gemeinsame qualitative Ziele – wie z.B. dafür zu sorgen, dass Prozesse des betrieblichen Gesundheitsmanagements stärkere Verbreitung finden – sind wichtig. Eingliederungsmassnahmen können letztendlich ihre volle beabsichtigte Wirkung nur dann erreichen, wenn auch das quantitative Ziel, mehr beeinträchtigte Menschen in den Erwerbsprozess zu integrieren, von allen geteilt wird. Diesbezüglich erwartet Travail.Suisse von Seiten der Arbeitgeberverbände, dass diese sich selber und die beteiligten Branchen auch zu quantitativen Zielen bezüglich einer verbesserten Eingliederung in den Arbeitsmarkt verpflichten.

Weitere vorgeschlagene Massnahmen, wie der verbesserte Unfallversicherungsschutz während der Eingliederungsmassnahmen und die Verlängerung des Taggeldanspruchs in der Arbeitslosenversicherung nach Wegfall einer IV-Rente sowie die Schaffung einer Rechtsgrundlage, damit Durchführungsstellen der IV, der Arbeitslosenversicherung und der Sozialhilfe enger zusammenarbeiten können, werden von Travail.Suisse sehr begrüsst. Es ist namentlich sinnvoll, dass sich regionale Kompetenzzentren für die Arbeitsvermittlung bilden können und Arbeitgeber nicht gleichzeitig von verschiedensten Stellen angesprochen werden.

2.4 Einführung eines teilweise stufenlosen Rentensystems

Ein teilweise stufenloses Rentensystem wurde bereits im Rahmen des zweiten Massnahmenpakets der 6. IV-Revision diskutiert. Die Änderung war einer der Gründe, weshalb das zweite Massnahmenpaket im Parlament gescheitert ist. Nun wird diese Massnahme erneut vorgeschlagen, dies mit der Begründung, dass die Versicherten keinen finanziellen Anreiz hätten, ihre Resterwerbsfähigkeit möglichst vollständig auszuschöpfen.

Travail.Suisse hat politische und inhaltliche Bedenken gegenüber den Bestrebungen, die bereits einmal gescheiterte Umstellung des Rentensystems erneut in die IV-Weiterentwicklung einzubauen. Das umstrittene stufenlose Rentensystem wird die ganze Vorlage verzögern, wenn nicht gefährden. Es besteht die Gefahr, dass eine ansonsten sachorientierte Vorlage wieder zur Sparvorlage gemacht wird. Auf Grund der bereits geschilderten Entwicklung der IV besteht dieser Sparbedarf nicht. Travail.Suisse würde sich dezidiert gegen Sparbemühungen unter dem Deckmantel des stufenlosen Rentensystems wehren.

Auch sachlogisch betrachtet Travail.Suisse die vorgeschlagene Änderung mit Skepsis: Theoretisch stimmen die Erwägungen bezüglich negativer Erwerbsanreize. Im Fall der IV spielen aber oft andere Faktoren eine Rolle. So haben z.B. heute IV-Rentner/innen mit einem IV-Grad von 70 Prozent Anrecht auf eine ganze Rente. Dies auch, wenn sie die restliche Erwerbsfähigkeit von 30 ausnützen. Ein maximaler Erwerbsanreiz, der jedoch auf Grund der fehlenden Arbeitsstellen nicht umgesetzt werden kann. Der limitierende Faktor Arbeitsplätze neutralisiert das Anreizsystem. In den oberen Invaliditätsbereichen spielen deshalb die theoretischen ökonomischen Mechanismen kaum.

Kommt hinzu, dass auch mit dem neuen Vorschlag die grösste Schwelle weiter bestehen bleibt: Die Eintrittsschwelle eines IV-Grads von mindestens 40 Prozent. Der Anreiz, seine Resterwerbsfähigkeit auf über 60 Prozent zu steigern bleibt somit gleich null. Dabei wären es – wenn überhaupt – gerade diese Personen, die noch über eine beträchtliche Resterwerbsfähigkeit verfügen, welche auf Anreize reagieren könnten. Demzufolge müsste – wenn schon - ein echt stufenloses Rentensystem eingeführt werden nach dem Vorbild der Unfallversicherung (Rente ab einem IV-Grad von 10 Prozent). Dies will man jedoch aus finanziellen Erwägungen nicht.

Die Einführung eines teilweise stufenlosen Rentensystems würde vor allem zu Kürzungen bei Menschen mit einer schweren Behinderung (ab IV-Grad 60 Prozent) führen. Auf Grund der oben beschriebenen Mechanismen und der fehlenden Möglichkeit für schwer behinderte Menschen, diese Einkommensverluste auszugleichen, würde eine weitere Belastung der Ergänzungsleistungen in Kauf genommen. Es darf nicht das Ziel der gegenwärtigen IV-Revision sein, ein anders Sozialsystem zu belasten, das ebenfalls unter Druck steht (siehe gegenwärtig laufende EL-Reform).

Würde trotz der erwähnten Argumente ein stufenloses Rentensystem eingeführt, steht Travail.Suisse dafür ein, dass für Rentenbezüger/innen, deren Anspruch vor In-Kraft-Treten der Reform entstanden ist, weiterhin das bisherige Recht gilt. Ohne diese Besitzstandsgarantie dürfte ein solcher Systemwechsel erst recht keine Akzeptanz finden. Deshalb müsste während langer Jahre die Parallelität von zwei verschiedenen Rentensystemen in Kauf genommen werden. Dies würde beträchtlichen zusätzlichen Aufwand – auch in der zweiten Säule – bedeuten und das System unverständlicher machen.

Unter Beachtung der dargelegten Überlegungen überwiegen für Travail.Suisse zum gegenwärtigen Zeitpunkt die Nachteile eines vorgeschlagenen Systemwechsels und der Dachverband der Arbeitnehmenden tritt dafür ein, die Revision ohne Änderung des Rentensystems durchzuführen. Sollte ein Systemwechsel trotz der dargelegten Argumente in der Reform figurieren, wäre für Travail.Suisse klar, dass nur ein stufenloses Rentensystem mit einer ganzen Rente ab IV-Grad 70 Prozent allenfalls akzeptiert werden könnte.

Wir bedanken uns für die Berücksichtigung unserer Anliegen.

Mit freundlichen Grüssen

A handwritten signature in black ink, reading "M. Kuert Killer". The signature is written in a cursive, slightly slanted style.

Matthias Kuert Killer
Leiter Sozialpolitik